

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQAM (1988)

(1981)

"Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956."

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca, à partir de :

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQAM (1988)

"Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956."

Un article publié dans l'ouvrage publié sous la direction de Fernand DUMONT,
Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976. Tome III. Les partis politiques — L'Église**, pp. 45-119. Québec : Les
Presses de l'Université Laval, 1981, 360 pp. Collection : Histoire et sociologie de la
culture, no 12.

[Autorisation formelle accordée le 7 décembre 2009, par le direc-
teur général des Presses de l'Université Laval, M. Denis DION, de dif-
fuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca
PUL : <http://www.pulaval.com/>
comeau.robert@sympatico.ca
bdionne@cmaisonneuve.qc.ca

Police de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 25 juillet 2011 à Chicoutimi, Ville de Sague-
nay, Québec.



REMERCIEMENTS



Nous sommes infiniment reconnaissants à la direction des **Presses de l'Université Laval**, notamment à M. **Denis DION**, directeur général, pour la confiance qu'on nous accorde en nous autorisant la diffusion de ce livre ainsi que de tous les livres de cette magnifique collection dirigée par Fernand DUMONT : HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE.



Courriel : denis.dion@pul.ulaval.ca

PUL : <http://www.pulaval.com/>

Jean-Marie Tremblay,
Sociologue,
Fondateur, Les Classiques des sciences sociales.
11 juin 2011.

Histoire et sociologie de la culture

Sous la direction de
Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

OUVRAGES EN PRÉPARATION
dans Les Classiques des sciences sociales.

- 1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1850-1900***. Québec: PUL, 1971, 327 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 1.
- 2) Pierre Thibeault, ***Savoir et pouvoir. Philosophie thomiste et politique clérical au XIXe siècle***. PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 2.
- 3) ***Les religions populaires. Colloque international 1970***. Textes présentés par Benoît Lacroix et Pietro Boglioni. Québec: PUL, 1972. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 3.
- 4) ***Le merveilleux. Deuxième colloque sur les religions populaires 1971***. Textes présentés par Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Michel Stein. Québec: PUL, 1974. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 4.
- 5) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1900-1929***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 5.
- 7) André-J. Bélanger, ***L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936***. Québec: PUL, 1974, 392 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 7.
- 8) Richard Jones, *L'idéologie de l'Action catholique de 1917 à 1930*. Québec: PUL, 1974, 359 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 8.
- 10) Jean-Paul Hautecoeur, ***L'Acadie du discours***. Québec: PUL, 1975. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 10. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

11) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1930-1939***. Québec: PUL, 1978, 361 pp. Collection Histoire et sociologie de la culture, no 11.

12.1) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 1er: La Presse et la Littérature***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.2) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 2: Les Mouvements sociaux — Les Syndicats***. Québec: PUL, 1981, 390 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

12.3) Sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy, ***Idéologies au Canada français 1940-1976. Tome 3: Les partis politiques — L'Église***. Québec: PUL, 1981, 360 pp. Coll.: Histoire et sociologie de la culture, no 12.

« HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DE LA CULTURE »

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps au Canada français, soit au moins depuis François-Xavier Garneau, l'histoire à occupé le devant de la scène sinon toute la scène des sciences humaines. L'histoire politique surtout à connu et connaît encore - renouvelée par les techniques de la sociologie électorale - une riche carrière. L'histoire économique et sociale vient d'être véritablement lancée chez-nous et la vogue qu'elle connaît chez les jeunes chercheurs de même que quelques ouvrages parus témoignent d'un succès promis à durer. Quant à l'histoire culturelle, il n'est point besoin d'insister sur son intérêt pour un peuple qui s'est tant défini en fonction de la culture et en un temps où, partout dans le monde, on parle de « révolution culturelle ». Ces divers courants de la recherche historique supposent évidemment des dialogues, plus serrés et plus complexes que naguère, entre l'histoire et les autres sciences humaines. Cela est particulièrement évident pour l'histoire culturelle (ou pour ce qu'on appelle aussi l'« histoire des mentalités »). Du moment où on récuse les cloisonnements rigides entre l'histoire religieuse et l'histoire littéraire, entre l'histoire des idées et l'histoire des attitudes devant la vie, le travail historique fait appel d'une manière infiniment plus directe à la sociologie et aux disciplines voisines.

Par ailleurs, les chercheurs ne croient plus guère à cette illusoire division du travail où le passé et le présent semblaient constituer les domaines respectifs de l'histoire et de la sociologie. L'histoire s'enracine carrément dans l'interprétation des problèmes d'aujourd'hui de même que la sociologie se fait rétrospective, sans que pour autant on veuille céder au syncrétisme des méthodes ou des perspectives.

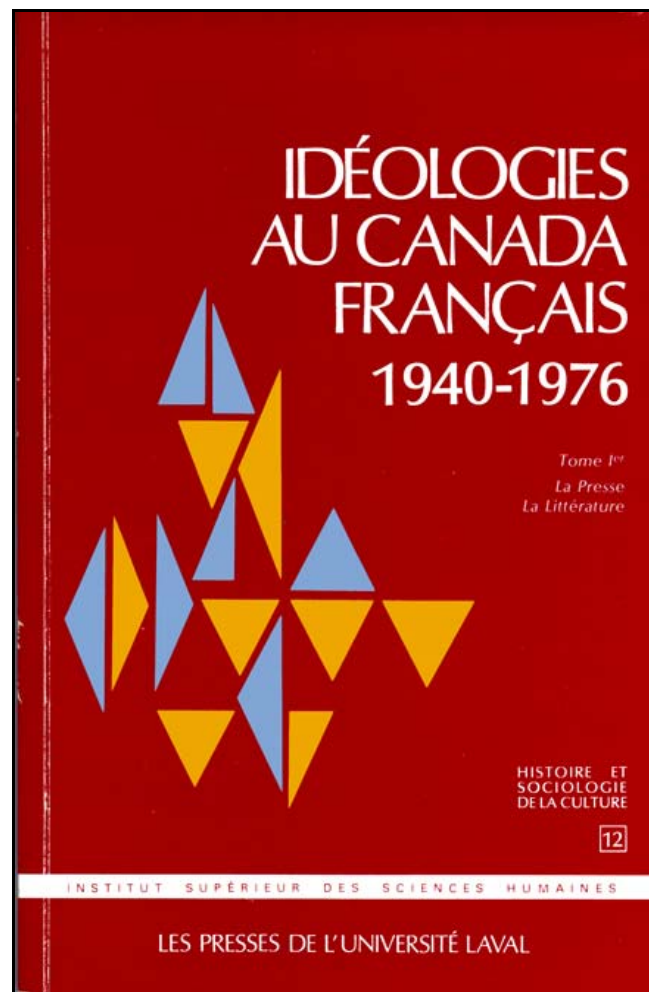
Cela justifie, il nous semble, cette nouvelle collection consacrée à l'histoire et à la sociologie de la culture. Publiée sous l'égide de l'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval, la collection ne se bornera pourtant pas à réunir des travaux effectués au sein de cet organisme. Elle accordera tout naturellement la primauté aux préoccupations interdisciplinaires.

Fernand DUMONT et Pierre SAVARD

Robert COMEAU et Bernard DIONNE

Respectivement historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM
et Docteur en histoire, UQAM (1988)

"Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956."



Un article publié dans l'ouvrage publié sous la direction de Fernand DUMONT, Jean-Paul MONTMINY et Jean HAMELIN, **IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS, 1940-1976. Tome III. Les partis politiques — L'Église**, pp. 45-119. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1981, 360 pp. Collection : Histoire et sociologie de la culture, no 12.

Table des matières

2. Robert COMEAU et Bernard DIONNE, "[Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956.](#)" [pp. 45-119.]

I. [La politique générale du P.O.P. de 1946 à 1956](#)

II. [Le P.O.P. dans la guerre froide](#)

L'affaire Gouzenko

La répression dans le mouvement syndical

III. [Le P.O.P. et la question nationale québécoise](#)

Les positions du P.O.P. de 1943 à 1947

La question des relations fédérales-provinciales

Henri Gagnon et la Ligue des vétérans sans logis (octobre 1946-août 1947)

Le 5e Congrès provincial : octobre 1947

Les relations du groupe de Gagnon avec le P.O.P. après octobre 1947

IV. [le rapport Khrouchtchev et le P.O.P., 1956-1957](#)

[45]

IDÉOLOGIES AU Canada FRANÇAIS,
1940-1976.

Tome III. Les partis politiques — L'Église.

Les partis politiques

2. "Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1956."

par Robert Comeau
et Bernard Dionne

[pp. 45-119.]

[Retour à la table des matières](#)

De 1946 à 1956, le Parti ouvrier-progressiste (P.O.P.) fut secoué par trois profondes crises politiques et idéologiques. En premier lieu, la campagne anticommuniste qui se développa à la faveur de la guerre froide porta de durs coups au Parti avec les procès et condamnations de Fred Rose et Sam Carr pour espionnage au profit de l'U.R.S.S., d'une part, et la répression de la célèbre grève des marins des Grands-Lacs en 1949, d'autre part. Entre temps, la section québécoise du Parti perdit près de la moitié de ses membres à la suite d'une scission survenue à son congrès de 1947. Enfin, les révélations du rapport de Nikita Khrouchtchev au XXe congrès du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.) en 1956 ébranlèrent toutes les instances du Parti. À chaque reprise, le Parti subit des pertes en termes quantitatifs ; mais le plus grave, ce fut l'incapacité du Parti de surmonter la crise de confiance qui suivait chacune de ces épreuves et qui entraînait l'isolement toujours croissant des communistes au Québec et au Canada.

Les crises de 1946 et de 1956 marquent respectivement les débuts de la « guerre froide » et ceux de la « coexistence pacifique » entre les blocs capitaliste et socialiste ; toute analyse de l'idéologie et des pratiques du P.O.P. au cours de cette

période doit prendre cette réalité pour cadre et tenter d'en expliquer les effets et les limites sur l'activité propre des communistes au pays. Mais, par ailleurs, chacune des trois crises provoqua de profonds remous au sein du P.O.P. et servit de catalyseur à l'éclatement au grand [46] jour des contradictions internes du mouvement communiste au Québec en particulier. Fred Rose en 1946, Henri Gagnon en 1947 et Gui Caron en 1956 quitteront le P.O.P. pour des raisons radicalement différentes, mais, chaque fois, c'est l'influence même du Parti et de son idéologie auprès des travailleurs québécois qui sera sérieusement ébranlée.

Parallèlement, pourrait-on dire, à cette succession d'événements, le Parti tout entier fut mobilisé dans le grand affrontement historique entre le bloc capitaliste, dirigé par les États-Unis, et le bloc socialiste, dirigé par l'U.R.S.S., affrontement qui éclata après l'échec de la « grande alliance » du temps de la guerre à maintenir sa cohésion face aux problèmes de reconstruction d'après-guerre. De l'automne 1946 au printemps 1947, l'alliance des États capitalistes avec le seul État socialiste au monde produisit des résultats tangibles qui parvinrent à masquer quelque temps les profondes contradictions qui opposaient en réalité les alliés éphémères d'hier : en octobre 1945, les gouvernements de France, du Luxembourg, d'Italie et de Belgique comptaient des ministres communistes en leur sein tandis que le P.C. de Tchécoslovaquie, de Belgique, des Pays-Bas et du Japon remportaient de brillants succès électoraux en 1946. Le P.C.F. devenait le « premier parti de France » ; la République populaire fut proclamée en Albanie, tandis que les P.C. des autres pays d'Europe orientale se préparaient à y assumer la plénitude du pouvoir.

La bourgeoisie d'Amérique et des pays capitalistes européens avait dû faire ces concessions dans le feu de la lutte à finir contre l'Axe. Maintenant que le fascisme était abattu et que les États-Unis apparaissaient, après Hiroshima et Nagasaki, comme la principale puissance économique et militaire du monde, les milieux dirigeants des principales puissances capitalistes estimèrent venu le temps de freiner « l'expansion » communiste en Europe et en Asie.

Il revint à Winston Churchill lui-même de « tirer le rideau de fer » entre l'Europe occidentale et orientale et de lancer la grande croisade anticommuniste qui prendra le nom de « guerre froide ». Dès mars 1947, le gouvernement italien chassa les ministres [47] communistes de ses rangs, et il fut imité peu de temps après par les gouvernements français et belge. Au même moment, la « doctrine Truman » d'aide à la Grèce et à la Turquie contre la révolution achevait de briser la fragile alliance du temps de guerre. L'adoption du « Plan Marshall » de relèvement des pays touchés par la guerre provoqua la rupture définitive ¹.

¹ Sur la rupture de l'alliance, les débuts de la guerre froide, la naissance du Kominform sur les cendres du Komintern, voir Dominique DESANTI, *l'Année où le monde a tremblé* :

À la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (O.T.A.N.), Staline répliqua par la mise sur pied du Kominform ², du C.O.M.E.C.O.N. ³ puis du Pacte de Varsovie ⁴ afin de consolider le « camp socialiste » en pleine expansion.

À la chasse aux communistes dirigée par le célèbre « Comité de la Chambre sur les activités anti-américaines » et le procureur général des États-Unis contre les fonctionnaires, enseignants, syndicalistes, comédiens, réalisateurs de films, journalistes et scientifiques soupçonnés d'appartenir au P.C. ou d'avoir des idées communistes ⁵, le bloc communiste répliqua par un durcissement général de la doctrine et de la discipline de Parti. Au nom de la guerre sainte contre le bloc capitaliste,

1947, Paris, Éd. Albin Michel, 1976, 394 p. L'ouvrage comporte une excellente bibliographie sur ces questions, pp. 383-386.

- ² Le Bureau d'information des Partis communistes (Komin-form) fut créé après une réunion secrète du 22 au 27 septembre 1947 en Pologne, réunion à laquelle participèrent les représentants des P.C. de l'U.R.S.S., de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Yougoslavie, de la France et de l'Italie, pour « l'organisation des échanges d'expériences et de coordination des activités sur la base d'un accord mutuel » (communiqué du Kominform diffusé quelques semaines après la rencontre, cité par François FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, t. I., *l'Ère de Staline*, 1945-1952, Paris, Seuil, 1971, p. 189.) Sur la réunion constitutive du Kominform, on consultera le compte rendu d'un des participants, Eugenio REALE, *Avec Jacques Duclos au banc des accusés à la réunion constitutive du Kominform*, Paris, Plon, 1958, dont l'authenticité n'a jamais été mise en question ; voir aussi le point de vue des Yougoslaves V. DEDIJER, *Tito parle*, Paris, Gallimard, 1953, et Milovan DJILAS, *Conversation avec Staline*, Paris, Gallimard, 1962.
- ³ Le C.O.M.E.C.O.N. est une alliance économique des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1949 pour contrer le Plan Marshall.
- ⁴ Le Pacte de Varsovie est une alliance militaire des démocraties populaires et de l'U.R.S.S. créée en 1955.
- ⁵ Aux États-Unis, le 22 mars 1947, le président Truman émit l'ordre n° 9835 permettant d'enquêter sur la loyauté des fonctionnaires américains ; 90 organisations soupçonnées d'être communistes ou sympathisantes aux idées communistes furent interdites. Richard Nixon fit passer une loi obligeant les communistes à s'enregistrer à la police comme agents de l'étranger en 1948 ; 12 membres du bureau national du C. P. U.S.A. furent poursuivis puis condamnés à 6 mois de prison et 10 000\$ d'amende en vertu du Smith Act selon lequel la reconstitution du C.P.U.S.A. en 1945 visait à renverser le gouvernement des États-Unis ; 108 dirigeants de ce Parti furent également poursuivis en vertu de cette loi et des centaines d'autres durent se cacher, s'exiler ou subir des interrogatoires policiers. Les procès les plus célèbres de la période furent toutefois ceux de Alger Hiss, fonctionnaire, et des époux Éthel et Julius Rosenberg trouvés coupables de trahison et, dans le cas de ces derniers, électrocutés en 1953 malgré une campagne mondiale de protestation. Sur la responsabilité américaine dans le déclenchement de la guerre froide, voir David HOROWITZ, *De Yalta au Vietnam*, Paris, U.G.E., coll. 10/18, 2 tomes ; sur le P.C. américain, Joseph STAROBIN, *American Communism in crisis, 1943-1957*, University of California Press, 1975, et John SOMERVILLE, *The Communists Trials and the American Tradition*, N.Y., Cameron Associates, 1956.

l'U.R.S.S. écrasa toute velléité de « nationalisme » ou d'autonomie dans les démocraties populaires ⁶ tandis qu'à l'Ouest les communistes furent mobilisés dans d'innombrables campagnes pour dénoncer la guerre de Corée, revendiquer un « Pacte des cinq grands pour la paix » ou faire signer « l'Appel de Stockholm » en faveur de l'interdiction des armes nucléaires. La lutte pour la paix et contre l'impérialisme américain devinrent ainsi les deux motivations essentielles des militants communistes durant les années 1946-1956, y compris des communistes canadiens. Ces derniers, comme tous les communistes et les progressistes du monde capitaliste, seront alors considérés comme autant de traîtres à la nation, d'espions potentiels et d'ennemis à abattre, tandis que tous les corps intermédiaires de la société canadienne, y compris les syndicats et la C.C.F., proclameront leur allégeance indéfectible envers l'ordre capitaliste incarné par l'impérialisme américain et assureront leur soutien concret à la chasse aux communistes que le maccarthysme dirigera dans tout le bloc capitaliste.

[48]

Loin de provoquer un retour à la tactique « classe contre classe » et à une stratégie ouvertement révolutionnaire, cette situation amena plutôt le P.O.P. à mettre de l'avant la lutte pour la paix et pour l'indépendance canadienne face à l'impérialisme américain comme tâches prioritaires. L'examen des thèses adoptées lors des congrès de 1946, 1949 et 1954 le montre aisément et tout ceci est parfaitement conforme, il ne faut pas l'oublier, à la ligne générale du mouvement communiste à travers le monde telle que définie par Staline et par Khrouchtchev aux XIXe et XXe congrès du P.C.U.S. de 1952 et 1956 et telle qu'on peut la retrouver dans le dernier ouvrage de Staline, *Fondements économiques du socialisme en U.R.S.S.*, de même que dans la revue du Kominform justement intitulée *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire ! Le nationalisme pancanadien du P.O.P., son anti-américanisme virulent et ses campagnes de dénonciation de l'armement nucléaire constituèrent ainsi une application directe de cette ligne. La conjoncture internationale, les positions de Staline et la répression continuelle dont furent victimes les communistes ne sauraient cependant expliquer à elles seules l'échec certain du P.O.P. à se constituer*

⁶ Dans le bloc socialiste, l'expulsion de la Yougoslavie de Tito du Kominform en 1948, le « coup de Prague », la mainmise grandissante des P.C. en Pologne et dans les autres démocraties populaires, les grands procès et les exécutions sommaires de « titistes » tels Kostov, Rajk, Clementis et Slansky pour ne nommer que les plus célèbres, et les expulsions des éléments jugés « incertains » dans les P.C. occidentaux, tels André Marty et Charles Tillon du P.C. F., sans parler du maintien de la dictature en U.R.S.S. et des événements de Pologne et de Hongrie en 1956, constituèrent une partie seulement des manifestations de cette politique. Sur cette question, consulter FEJTO, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 2 tomes, 1971 (rééd.) ; Fernando CLAUDIN, *la Crise du mouvement communiste, du Komintern au Kominform*, Paris, Maspéro, 2 tomes, et DESANTI, *les Staliens, une expérience politique, 1944-1956*, Paris, Fayard, 1975.

solution de rechange réelle, de masse, au pouvoir bourgeois au Canada. Nous verrons que l'absence de situation révolutionnaire au Canada et au Québec, de même que les « erreurs », les « limites » et les « insuffisances » propres au P.O.P. et à ses fondements doctrinaux et organisationnels y ont été pour beaucoup dans la réduction du mouvement communiste canadien au rôle du succursale du P.C.U.S. qu'il était devenu à la fin des années cinquante.

I. - La politique générale du P.O.P. de 1946 à 1956

[Retour à la table des matières](#)

Avant la guerre, la position des communistes sur le passage du capitalisme au socialisme se résumait ainsi : le capitalisme au stade impérialiste est un capitalisme « moribond », selon l'expression de Lénine, et la révolution socialiste prolétarienne, le renversement violent de la bourgeoisie au pouvoir par la classe ouvrière est à l'ordre du jour dans tous les pays impérialistes⁷. C'est du moins ce [49] que les dirigeants communistes ont cru au cours des années vingt en particulier. La montée du fascisme contribua toutefois à modifier quelque peu ce schéma trop simple. Georges Dimitrov, dirigeant de la IIIe Internationale des Partis communistes, introduisit la notion de « front populaire » au septième congrès de l'I.C. en 1935, comme « forme de transition ou de rapprochement conduisant à la révolution prolétarienne » mais non comme « stade intermédiaire démocratique » entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, notion confuse inculquant aux ouvriers « l'illusion d'une paisible promenade parlementaire » vers le socialisme⁸. Le front populaire français, la coopération entre communistes et socialistes, puis entre communistes et « bourgeois éclairés » au cours de la guerre pour vaincre le fascisme mirent cette théorie en pratique. Mais c'est le processus d'accession au pouvoir des Partis communistes en Europe orientale après la guerre qui provoqua l'introduction du nouveau concept de la « démocratie populaire » et qui impulsa les mouvements d'unité populaire dans les pays capitalistes pour des objectifs tels que la paix, la sécurité collective, le progrès social et le socialisme.

Au Canada, le P.O.P. appliqua sa conception de l'unité populaire avec son slogan de *Liberal-Labor coalition* pour isoler la réaction conservatrice et l'aventurisme de la

⁷ V. I. LÉNINE, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Moscou, Éd. du Progrès, 1969.

⁸ G. DIMITROV, « L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme », rapport soumis au VIIe congrès de l'I.C. le 2 août 1935, in *Oeuvres choisies*, Paris, Éd. Sociales, 1972, p. 101.

C.C.F. vers la fin de la guerre ⁹. Bien que cela n'ait que peu à voir avec l'unité populaire dont parlait Dimitrov, Buck justifiait cette ligne par la présence du « gauchisme » de la C.C.F. qui refusait effectivement toute collaboration avec le P.C.C. Le P.O.P. tint son second congrès en juin 1946 afin de faire le point sur la situation d'après-guerre. En ce 25^e anniversaire de la fondation du Parti communiste au Canada, les observateurs prévoient une contestation en règle de la direction que Buck avait imprimée au Parti au cours de la guerre ¹⁰. Au contraire, même si Buck s'auto-critiqua pour avoir encouragé l'étude des œuvres du révisionniste américain E. Browder, il entraîna l'adhésion des militants à une voie intermédiaire vers le socialisme que l'on formula ainsi : « 1946 n'est pas 1917. Les conditions existent pour que la classe ouvrière et le peuple, s'ils consolident leur unité, affaiblissent et contiennent les monopolistes [50] et, à travers la paix, le progrès et la démocratie, avancent vers le socialisme ¹¹. »

Il n'était alors plus question de faire alliance avec les « capitalistes éclairés » de la bourgeoisie canadienne ; on revint à l'analyse du début des années trente sur l'État et la bourgeoisie canadienne impérialistes qui cherchent à subordonner le Canada aux intérêts américains. Contre ces monopolistes, la classe ouvrière devenait le leader d'un mouvement populaire qui comprenait « toutes les sections de la population qui sentaient la main lourde du monopole, fermiers, vétérans, ménagères, petits hommes d'affaires et professionnels, pour la défense de leurs intérêts communs ¹². » L'ennemi principal n'était donc plus telle ou telle fraction, libérale ou conservatrice, de la bourgeoisie canadienne, mais bien la bourgeoisie monopoliste canadienne elle-même.

Mais au fur et à mesure que le capital américain pénétrait au pays et que les États-Unis assumaient concrètement, par la doctrine Truman et le Plan Marshall, leur rôle de leader du monde capitaliste - et donc d'ennemi n° 1 de l'U.R.S.S. et des peuples - le P.O.P. identifiait l'indépendance du Canada comme la question-clef par laquelle le socialisme pourrait se réaliser au pays ¹³. C'est le point de vue que Tim

⁹ P.O.P., *L.P.P. in Postwar Canada, 1945*, pp. 3 à 22 en particulier.

¹⁰ Voir notamment D. P. O'HEARN, « Communist Convention Will Decide Line », dans le *Saturday Night* du 1^{er} juin 1946, 9. Les 350 délégués représentant 23 000 membres resserrèrent les rangs autour de Tim Buck.

¹¹ William KASHTAN, préface à *For Peace, Progress, Socialism*, Tor., L.P.P., 1946, 3 (notre traduction).

¹² Tim BUCK, Discours d'ouverture au 2^e congrès du P.O.P., dans *For Peace, Progress, Socialism*, Toronto, L.P.P., 1946, p. 56 (notre traduction).

¹³ C'est le point de vue de l'ex-militant communiste N. Penner, que nous reprenons ici à notre compte tout en le complétant, sur les rapports entre la ligne du P.O.P. et celle des P.C. dans le monde, celle de Staline et du P.C.U.S. en particulier. Voir Norman PENNER, *The Canadian Left, A Critical Analysis*, Scarborough, Prentice-Hall of Canada, 1977, pp. 86 à 108 notamment.

Buck développa lors des rencontres du comité national (équivalent du Comité central, dans la structure communiste traditionnelle) du Parti en 1948 et dans son livre *Canada : the Communist Viewpoint*¹⁴. En clair, le P.O.P. dénonçait la vente à bon marché des richesses naturelles du pays aux États-Unis (c'est l'époque de l'arrivée de l'Iron Ore en Gaspésie), la mainmise de ces derniers sur l'industrie canadienne, la transformation du Canada en base militaire américaine, le suivisme des dirigeants canadiens envers la politique de préparation d'une troisième guerre mondiale par les États-Unis. En somme, le P.O.P. mettait de l'avant tous les thèmes chers aux nationalistes canadiens des années cinquante et soixante.

Pour le P.O.P., il y avait une politique délibérée de la part de la bourgeoisie canadienne, le plan Abbott le démontrait aisément. Du nom du ministre des Finances de l'époque, ce plan visait à [51] maintenir le Canada dans son rôle de pourvoyeur de matières premières (uranium, nickel, fer, amiante et zinc en particulier) aux États-Unis, et d'acheteur de produits manufacturiers à ces derniers, maintenant ainsi le Canada dans une position de sous-développement industriel et de déficit chronique de sa balance commerciale. Contre le Plan Abbott, Buck demandait rien de moins qu'une « nouvelle politique nationale », faisant allusion à la « national policy » de MacDonald en 1873, afin de développer « l'unité populaire » autour d'un plan de relèvement des salaires, de l'industrialisation, du commerce avec les pays sous-développés et du bloc socialiste, etc. Comme le soutient Norman Penner, « ces propositions avaient un caractère réformiste ou social-démocrate, insistant pour une hausse du commerce et une expansion de la production manufacturière canadienne¹⁵ ». En somme, les dirigeants communistes canadiens réclamaient une politique nationaliste comme si la bourgeoisie canadienne avait eu le choix de sa politique ou comme si les lois marxistes du développement économique avaient soudainement cessé de s'appliquer au Canada. Mais au fur et à mesure que les investissements améri-

¹⁴ BUCK, *Canada, The Communist Viewpoint*, Toronto, Progress Books, 1949, (2e éd.), 288 p. L'ouvrage est préfacé par Stanley B. Ryerson, alors secrétaire national à l'organisation pour le P.O.P. Il contient trois appendices intéressants sur l'analyse de l'oligarchie financière canadienne. Pour un retour sur cette analyse de Buck, voir « La voie de la révolution au Canada », dans *Unité prolétarienne*, vol. 1, n° 3 (févr. 1977), 12 à 39. En janvier 1948, le rapport de Buck s'intitulait *Keep Canada Independant* et, en mai 1948, *Canada's Path to Peace and Security*; en 1950, le P.O.P. publiera *The Yankee Occupation of Canada*, dénonçant tous les aspects de la pénétration américaine au Canada (y compris la présence de footballeurs américains au pays !). Pour une critique du nationalisme canadien que l'on retrouve à des degrés divers dans les groupes qui sont issus du P.C.C. dans les années soixante, en particulier le Progressive Workers Movement dirigé par Jack Scott, voir « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien », dans *Unité prolétarienne*, n° 7 (vol. 2, n° 1), octobre 1977, 14 à 39.

¹⁵ PENNER, op. cit., p. 101.

cains inondaient le pays ¹⁶, les communistes canadiens raffermisssaient leur position. Dès 1948, préfigurant la thèse de Staline selon laquelle la « bourgeoisie a vendu la nation pour des dollars », le P.O.P. avançait l'idée que la classe ouvrière devait lever l'étendard national et le faire sien en portant au pouvoir un véritable gouvernement d'unité nationale qui adopterait des politiques favorisant l'indépendance économique, politique, culturelle et militaire du Canada.

Cette nouvelle ligne politique fut codifiée au début des années cinquante dans la formulation « *Indépendance canadienne et Démocratie populaire* ¹⁷ ». Loin d'être un simple programme nationaliste, ce document énonçait pour la première fois en détail l'application que proposait le P.O.P. aux ouvriers canadiens du modèle de la démocratie populaire : « Ce qu'il faut, disait le P.O.P., c'est un nouveau rassemblement politique, une coalition populaire autour des tâches nationales démocratiques : la lutte pour l'indépendance nationale, pour la paix, pour les intérêts du peuple ¹⁸. » Cette coalition populaire « comprendra des ouvriers, des [52] cultivateurs, des représentants des classes moyennes des villes, des intellectuels, des professionnels, des artistes, les masses anti-impérialistes du Québec, le Parti Ouvrier-Progressiste, les masses qui appuient la C.C.F., des unionistes, des sections de capitalistes que les trusts américains sont en train de ruiner, des Partis politiques fondés pour défendre des intérêts régionaux et des groupes particuliers de la population, des groupements politiques des classes moyennes s'opposant aux monopoles ¹⁹ »... La coalition ainsi formée exprimera aussi bien les revendications « de Canadiens qui préconisent l'entreprise privée comme celle de Canadiens qui veulent le socialisme ²⁰ ». Ses ennemis seront l'impérialisme américain et la classe dirigeante du Canada, soit « les cercles dominants des trustards qui sont les agents des États-Unis ²¹ »... « Dès le tout début, c'est la classe ouvrière qui sera la section dirigeante, la plus active, de la coalition populaire ²². » Le but : élire une majorité au Parlement, former un gouvernement populaire. Mais le P.O.P. rappelle que « la coalition populaire se développera aussi dans les luttes quotidiennes, comme les grèves, les campagnes de pétitions, les démonstrations, la résistance de tous les jours aux fauteurs de guerre et à réac-

¹⁶ De 1946 à 1952, le total des investissements américains au Canada est passé de 5,1 milliards à près de 8 milliards de dollars, représentant 77 pour 100 de l'investissement étranger au pays. Ce montant sera de 16,7 milliards en 1960 et ainsi de suite. Voir, entre autres, Kari LEVITT, *la Capitulation tranquille*, Montréal, Réédition-Québec, 1972, p. 78 (tabl. 3).

¹⁷ C'est le titre du projet de programme de 1952 tel qu'élaboré par le comité national du P.O.P.

¹⁸ *Indépendance canadienne et Démocratie populaire*, P.O.P., 1952, p. 15.

¹⁹ Ibidem.

²⁰ Ibidem.

²¹ Ibidem.

²² Ibidem.

tion ²³ »... Le P.O.P. ne réduisait donc pas la lutte de la classe ouvrière à une simple bataille parlementaire.

Le document précise ensuite la « voie de la démocratie populaire » : adhésion à une politique de paix, de démocratie et d'indépendance et, pour la première fois depuis son existence, le P.O.P. faisait sienne une proclamation du « droit du Canada français à disposer de lui-même, y compris le droit de sécession » ; adoption de réformes constitutionnelles démocratiques, telles que le suffrage universel à l'âge de 18 ans, abolition du Sénat, le droit de révoquer tous les élus par le peuple, renforcement du Parlement, adoption d'une Déclaration des droits, révision du code criminel, réorganisation et extension des services sociaux, politique de logement, introduction du principe « À travail égal, salaire égal » pour les femmes, réseau de garderies, etc.

Sur le plan économique, outre une politique de soutien aux agriculteurs, « les petits marchands et les petits hommes d'affaires [53] bénéficieront de la prospérité croissante d'un Canada en Paix ²⁴. » Mais devant la résistance attendue des trusts à tous ces changements, le gouvernement devra nationaliser les industries clefs, les banques et le commerce étranger, les richesses naturelles, les mines et les ressources hydrauliques, etc. En somme, « il posera les premiers jalons d'une économie planifiée ²⁵ », lèvera de forts impôts sur les profits et reformera le système de taxation. En conséquence, le P.O.P. voyait la cohabitation de trois types d'économie au pays : une Économie socialiste, le maintien de la petite propriété privée et d'un secteur capitaliste contrôlé par l'État. Ce sera donc le terrain d'une lutte de classes aiguë entre la grande alliance populaire et les trustards. Comme le signale le document, « il est inévitable qu'il y ait une lutte pour transformer la société capitaliste en société socialiste. Il faudra passer des buts démocratiques de l'indépendance nationale et de la paix au but socialiste de la transformation de la société pour laquelle, objectivement, le Canada est déjà prêt. La lutte pour l'indépendance nationale va se fondre avec l'idée grandissante du socialisme parmi les masses du Canada ²⁶. » Le P.O.P. rappelait que c'est à travers leur propre expérience que les masses populaires édifieront une voie canadienne vers le socialisme.

Au Québec, les dirigeants du Parti reprenaient cette analyse en popularisant le nouveau slogan du Parti, *le Canada d'abord*, à l'élection fédérale de 1953. Invitant à « briser la dictature des trusts », Gui Caron soutenait que le programme du P.O.P. nous ferait « Maîtres chez nous »... sept ans plus tôt que le Parti libéral ²⁷.

²³ Idem, p. 17.

²⁴ Ibidem.

²⁵ Ibidem.

²⁶ Idem, p. 21.

²⁷ Gui CARON, *le Canada d'abord*, 1953.

C'est en 1954 que le P.O.P. adopta le projet de programme proposé par la direction, au cours de son 5e congrès. Ce programme préconisait le passage pacifique au socialisme par le Parlement populaire, sur la base des nationalisations socialistes, dans un État de type nouveau : la démocratie populaire. En cela, le P.O.P. appliquait la stratégie préconisée par Staline lui-même au 19e congrès du P.C.U.S. tenu en octobre 1952, six mois avant sa mort ²⁸. Mais, encore une fois, l'appel que les communistes canadiens lançaient aux socialistes et aux gens progressistes en général, [54] de même qu'aux petits capitalistes, ne fut pas - ne pouvait probablement pas être - entendu.

II. - Le P.O.P. dans la guerre froide

L'affaire Gouzenko

À l'élection fédérale de juin 1945, le P.O.P. avait obtenu 109 778 votes pour ses 70 candidats et il avait réussi à faire réélire Fred Rose comme député de Montréal-Cartier. Rose, né Rosenberg, était citoyen canadien depuis 1925, année où sa famille arriva de Pologne. Successivement secrétaire national de la *Young Communist League* en 1925, membre du comité exécutif international de la YCL en 1930, membre de l'exécutif du P.C.C., puis du P.O.P., depuis 1929, candidat défait au fédéral en 1935 et au provincial en 1936, Rose fut élu pour la première fois au Parlement fédéral en août 1943 au cours d'une élection partielle où il défit les candidats du Bloc populaire, du Parti libéral et de la C.C.F. (en l'occurrence David Lewis). Il fut réélu le 11 juin 1945 au cours des élections générales avec une majorité de 1 510 voix ²⁹. Inutile de

²⁸ Citons le texte de STALINE sur cette question, de fait un bref discours de clôture du XIXe Congrès du P.C.U.S., en octobre 1952 : « The bourgeoisie used to be regarded as the head of the nation : it championed the rights and independence of the nation, placing them « above all ». Now not a trace remains of the « national principle ». Now the bourgeoisie sells the Nation's rights and independence for dollars. The banner of national independence and national sovereignty has been thrown overboard. There is no doubt that it is up to you, the representatives of the Communist and Democratic parties, to lift the banner and carry it forward if you wish to be patriots of your country, if you wish to become the leading force of the nation. There is nobody else to lift it. It is obvious that all these circumstances should lighten the work of the Communist and Democratic parties which have not yet come to power. » Dans PENNER, op. cit., p. 108 (les italiques sont nôtres).

²⁹ À l'élection de 1943, Rose n'obtint que 261 voix de majorité (la Patrie, 12 août 1943) ; en 1945, les votes qui lui furent favorables passèrent de 5 767 à 9 672 et il augmenta sa majorité à 1 510 voix sur son plus proche adversaire, S. Schwisberg, du P.L.Q. (la Presse, 12 juin 1945).

dire que Fred Rose fut le seul député communiste à avoir siégé au Parlement canadien. Déjà, il avait axé sa campagne électorale sur le thème de la lutte pour la paix ³⁰.

Mais le 5 septembre 1945, Igor Gouzenko, travaillant pour l'attaché militaire soviétique à l'ambassade de l'U.R.S.S. à Ottawa, demanda l'asile politique au Canada. Or, en quittant l'ambassade, Gouzenko emporta avec lui des documents secrets établissant l'existence d'un réseau d'espions travaillant pour le compte de l'Union soviétique et dirigé par Fred Rose et Sam Carr, respectivement organisateur du Parti pour le Québec et pour l'ensemble du Canada. Dès le 5 février, le gouvernement instaura une commission royale d'enquête ³¹, présidée par les juges R. Taschereau et R.K. Kellock, qui interrogea 116 témoins et releva les noms de 20 fonctionnaires, militaires et scientifiques qui auraient communiqué des renseignements aux agents de l'ambassade soviétique au [55] cours de la guerre ³². La commission publia son rapport le 27 juin suivant ³³ après que l'enquête préliminaire et le procès de Rose eu-

³⁰ Voir Fred ROSE, *la Lutte pour la paix*, P.O.P., 1945, 11 p. ; cette brochure reproduisait le discours qu'il prononça à la Chambre des Communes sur la Conférence de San Francisco le 21 mars 1945. Il est bon de noter que la brochure était préfacée par Daniel Longpré et Danielle Cuisinier, respectivement président et secrétaire du « comité dirigeant du Parti ouvrier-progressif du Canada français », alors que le P.O.P. avait toujours refusé l'autonomie à sa section québécoise ; ce qui n'empêchait pas les militants de jouer sur l'illusion d'un parti propre au Canada français.

³¹ Sur la répression qui a suivi la Seconde guerre mondiale, consulter Lorne et Caroline BROWN, *An Unauthorized History of the RCMP*, Lewis & Samuel, édit., Toronto, 1973. Le chapitre 7, « The RCMP and the cold War » (p. 87-98), aborde l'affaire Gouzenko et montre comment le gouvernement canadien ne se soucia pas de respecter les droits démocratiques élémentaires en donnant un chèque en blanc à la R.C.M.P. pour écraser la pseudomenace communiste. S'appuyant notamment sur l'ouvrage de William REUBEN, *The Atom Spy, Hoax*, N.Y., Action Books, 1955, les auteurs procèdent à une analyse des pouvoirs énormes confiés aux procureurs de la commission d'enquête royale qui devenait en fait un véritable tribunal d'exception. Mentionnons simplement le fait que le rapport de la commission avouait franchement que les témoins n'avaient pas le droit de consulter leur avocat durant les interrogatoires, niant ainsi aux prévenus le droit à une défense pleine et entière. « Some who were later convicted of espionage were convicted largely on their own testimony, given before the Royal Commission. Some who refused to talk were acquitted ; the Crown had no admissible evidence against them. » (Témoignage de Blair Fraser, cité par les auteurs, p. 90.) Les auteurs ont également abordé la destruction du syndicat des marins canadiens (C.S.U.) par le criminel notoire Hal Banks avec la complicité du gouvernement canadien et de la G.R.C.

³² En fait, après avoir publiquement dénoncé les 20 personnes que le rapport de la Commission identifiait comme espions, le procureur ne put en faire condamner que 10, neuf furent acquittées et une ne fut jamais poursuivie en justice. (L. et C. BROWN, op. cit., p. 89.)

³³ Le rapport de la commission royale pour enquêter sur les faits intéressants et les circonstances entourant la communication, par des fonctionnaires publics et autres personnes

rent capté l'attention publique comme jamais un procès ne l'avait fait auparavant. La presse s'empara de la moindre déclaration des inculpés pour tenter de démontrer hystériquement que chaque communiste était en fait un espion et que le P.O.P. n'était qu'une couverture pour les activités d'espionnage de l'U.R.S.S. au Canada. Au même moment, la guerre froide se développait entre les États-Unis et l'U.R.S.S., et des cas similaires d'espionnage étaient révélés aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Le P.O.P., devant les aveux mêmes du gouvernement soviétique qui rappela son attaché militaire ³⁴, ne put faire autrement que de dénoncer la campagne anti-communiste qui commença dès le début de 1946. Gouzenko n'avait-il pas dénoncé les cellules et les cercles de formation du Parti comme des endroits « où l'on développait graduellement le mobile propre à l'espionnage ³⁵ » ? Et n'avait-il pas conclu que « le Parti communiste, dans les pays démocratiques, s'est depuis longtemps transformé, de Parti politique qu'il était, en une agence du gouvernement soviétique, en une cinquième colonne dans ces pays en vue d'une guerre ³⁶ » !

Rose en prison, condamné à six ans de pénitencier, Carr en exil aux États-Unis ³⁷, le P.O.P. attaqué par une presse déchaînée, il ne faisait pas bon s'affirmer ouvertement communiste en ces temps difficiles. Mais la plupart des membres, aguerris par les années de la clandestinité, restèrent au Parti malgré la campagne idéologique contre le communisme et la domination de Moscou sur le P.O.P. Comme l'a signalé fort justement l'ex-communiste française Dominique Desanti, « pour un communiste de ces années-là, s'arrêter, mettre en question, douter... c'était flancher, retomber... désertier. La guerre froide exigeait une infanterie de marche-ou-crève. En ces années, être communiste en Occident exigeait des sacrifices évidents,

occupant des postes de confiance, de renseignements secrets et confidentiels aux agents d'une puissance étrangère, Ottawa, 27 juin 1946, par l'honorable juge Robert TASCHÉ-REAU et l'honorable juge R. L. KELLOCK, 753 p. Sur ce rapport, voir, entre autres, F. A. VOIGT, « A Royal Commission », dans *Nineteenth Century and After*, vol. 140, déc. 1946, pp. 302-313, et W. EGGLESTON, « The report of the Royal Commission on espionnage », dans *Queen's Quarterly*, vol. 53, n° 3, août 1946, 359-378, qui résume le rapport. On consultera également les revues *Canadian Business*, *Financial Post*, *Maclean Magazine* et *Saturday Night* pour la période 1946-1956, de même que le journal *le Devoir* et la revue *l'Action nationale* pour se faire une petite idée de l'ampleur de la campagne anticommuniste qui déferla sur le pays en ce temps-là ; sans oublier les revues syndicales, dont le Travail (C.T.C.C.) et Trades Labor (C.M.T.C.) qui reprenaient les mêmes refrains.

³⁴ Voir le rapport de la commission, pp. 645 à 656, sur la réaction du gouvernement soviétique.

³⁵ Idem, p. 70.

³⁶ Idem, p. 656.

³⁷ Rose refusa de se défendre devant la commission ; il purgea une partie de sa peine puis retourna en Pologne en 1949. Carr fut démis de ses fonctions à l'exécutif du P.O.P. en 1946, étant en exil aux États-Unis. Le F.B.I. le retrouva à New York et il fut déporté au pays ; condamné à six ans de prison, il vit toujours au Canada. Voir AVAKUMOVIC, op. cit., p. 172.

quotidiens, de carrière, d'argent, de « promotion sociale » comme on dit aujourd'hui ³⁸. » Après tout, l'U.R.S.S. n'était-elle pas la patrie du socialisme ? Ne fallait-il pas lui fournir toutes les informations nécessaires à sa défense contre la menace d'une troisième guerre mondiale ?

[56]

Le P.O.P. du Québec entreprit donc de défendre publiquement Fred Rose qui proclama toujours son innocence ³⁹. Mais la police brisa ses réunions, arrêta Gui Caron et des dizaines de militants, saisit les tracts du Parti et appliqua la « loi du cadenas » pour empêcher le Parti de s'exprimer. *Le Devoir* des 16, 18 et 27 mars 1946 fait état des actions de l'escouade anticommuniste (selon les propres termes du journal) de la police montréalaise contre les militants du P.O.P. En fait, il était pratiquement impossible pour le P.O.P. de réserver une salle pour tenir une assemblée, la police prévenait les propriétaires de salles que la réunion tournerait à la violence à cause des communistes et ainsi de suite. Et quand les communistes se regroupaient devant les portes closes de l'établissement qu'ils avaient loué, la police procédait à des arrestations pour attroupement illégal et saisissait les tracts que les militants tentaient de distribuer à la population. Mais le climat même du procès ou plutôt de la série de procès qui furent intentés à Rose et aux autres fut envenimé par les déclarations des hommes politiques : telle cette dénonciation hystérique de « l'infiltration communiste » par Solon Low, chef créditiste, qui alla même jusqu'à accuser en Chambre Radio-Canada de complaisance envers cette infiltration dans une fonction publique « infestée ⁴⁰ » ! Ne voulant pas être en reste, Maurice Duplessis déclara en pleine grève à la *Montreal Cotton* à Valleyfield qu'il n'y a pas de place pour les communistes dans Québec ⁴¹. Signalons enfin que l'avocat de la Couronne au

³⁸ DESANTI, op. cit., p. 137. D. Desanti fut elle-même militante communiste en France de 1943 à 1956.

³⁹ Dans *Yours in the Struggle*, Buck raconte comment la direction du Parti tenta de défendre Rose ; Buck lui-même eut des entretiens avec Rose pour clarifier la situation. On y apprend la profonde motivation en faveur de la paix qui animait Raymond Boyer, un scientifique qui voulait que les découvertes en matière d'armements, d'explosifs et d'énergie nucléaire soient partagées par les grandes puissances, l'U.R.S.S. y comprise, afin d'éviter qu'une de ces puissances ne devienne trop forte et ne soit tentée d'utiliser des armes destructrices. Buck raconte également que, lorsque Rose eut terminé de purger sa peine d'emprisonnement, il ne put se trouver de travail ou, lorsqu'il en trouva, la R.C.M.P. se chargea d'exercer des pressions sur ses employeurs ou ses clients afin qu'il ne puisse exercer de profession ; résultat, Rose demanda asile politique à la Pologne. Voir le chapitre 37, « The Spy Trials », pp. 349-360.

⁴⁰ *Le Devoir*, 20 mars 1946.

⁴¹ *Idem*, 6 juin 1946.

procès de Rose exhorta les membres du jury à le trouver coupable en les présentant comme les « responsables de la civilisation occidentale devant le monde entier ⁴² ».

La répression dans le mouvement syndical

Par ailleurs, toute la campagne de presse qui se déchaîna au cours de l'année 1946 ouvrit la voie aux purges anticommunistes dans les syndicats canadiens et québécois de 1947 à 1953 particulièrement. Il faut d'abord signaler à ce propos que le P.O.P. s'était résolument impliqué dans un grand nombre de grèves en 1946 après la grande grève de Ford en 1945 ⁴³ qui permit l'obtention de la formule Rand : grève des bûcherons de Colombie britannique, [57] des marins des Grands-Lacs à l'été de 1946 dont l'un des objectifs était, à part la revendication centrale de la journée de huit heures, la création d'une marine marchande canadienne, objectif qui cadrerait bien avec la nouvelle « politique nationaliste » du P.O.P. ⁴⁴, sans oublier la célèbre grève des travailleurs et travailleuses du textile à Valleyfield et à Montréal au cours de laquelle Kent Rowley, du P.O.P., fut accusé de sédition et de conspiration et emprisonné pendant six mois, peu de temps après la condamnation de Fred Rose à six ans de pénitencier ⁴⁵.

⁴² Idem, 17 juin 1946.

⁴³ Sur cette grève, voir l'analyse de David MOULTON, « Ford, Windsor, 1945 » dans I. ABELLA, *On Strike. Six Key Labour Struggles in Canada 1919-1949*, Lewis & Samuel éd., Toronto, 1974, le chap. 5, pp. 129 à 161.

⁴⁴ Voir J. STANTON, op. cit., pp. 83-94 ; Robert COMEAU, « Le Canadian Seamen's Union : un chapitre de l'histoire du mouvement ouvrier canadien », dans *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 4, mars 1976, 503-538, et R. COMEAU et Jacques SAMSON, « Le Searchlight : journal exemplaire de l'Union des marins canadiens », dans *Stratégie*, nos 13-14, printemps-été 1976, 7-49. Le journal *Searchlight* produit par les dirigeants communistes du Canadian Seamen's Union (C.S.U.) fournit beaucoup d'informations sur la répression dont les membres du P.C.C. furent les victimes durant les années 1936 à 1949. L'article publié dans la revue *Stratégie* aborde à la fois le contenu du *Searchlight* (lutttes syndicales, politiques, idéologiques) et son apport culturel au moyen de poèmes, bandes dessinées et caricatures. Ce dernier travail d'analyse concrète d'éléments de « culture prolétarienne » a été élaboré par Jacques Samson.

⁴⁵ Sur le harcèlement dont les communistes ont été l'objet, on consultera Sidney KATZ, « Inside Canada's secret police », dans *Maclean's*, 20 avril 1963 ; Blair FRASER, « Blair Fraser's Column », dans *Maclean's*, 15 janvier 1952 ; W. EGGLESTON, « How to deal with Communists », *Saturday Night*, 65 : 3, 16 mai 1950 ; « Outlaw the Communist Party ? » éditorial du *Canadian Business*, 23 : 8, 10 octobre 1950. Bien entendu, il s'agit ici de quelques échantillons parmi une masse d'articles anticommunistes écrits durant cette période. Sur le contexte syndical, on consultera G. FRANQ, « Comment combattre le communisme », *Trades Labor*, 28 : 40, mars 1940 ; M.I. THOMPSON, « Communism and the trade unions », *Canadian Forum*, 27 : 204-205, déc. 1947 ; Gérard DION, *le Communisme dans la*

C'est donc dans le but de stopper le mouvement gréviste et sa fraction la plus militante, alors que ce mouvement atteignait le record de 139 474 travailleurs en grève pour 4 516 393 journées au Canada en 1946, que la classe dirigeante canadienne et québécoise déclencha la chasse aux communistes et la lutte contre les syndicats combattifs. Le *Financial Post* demanda au gouvernement de « faire le nettoyage » dans les 14 syndicats suivants :

Les Ouvriers unis de l'électricité (C.I.O.)
Les Ouvriers unis de l'automobile (C.I.O.)
Les Ouvriers unis de la fourrure et du cuir (C. I.O.)
Les Ouvriers unis des mines et des fonderies (C.I.O.)
La Fédération de la Colombie canadienne des ouvriers des chantiers maritimes (C.I.O.)
Les Ouvriers unis du bois d'Amérique (C.I.O.)
Les Ouvriers unis des bureaux (C.I.O.)
L'Union des marins canadiens
Les Ouvriers unis du textile d'Amérique (A.F.L.)
Les Ouvriers des chantiers et des scieries
L'Union des pêcheurs canadiens
Les Pêcheurs unis et unions affiliées (A.F.I.) ⁴⁶ (46)

En fait, les communistes eurent à affronter l'alliance du Capital, du clergé, du mouvement nationaliste québécois, de l'État et des dirigeants syndicaux de la C.T.C.C., du C.C.T. (de la F.U.I.Q. après 1952) et du C.M.T.C./F.P.T.Q. au Québec. Le Capital encouragea la formation directe de syndicats de boutique que la Commission des relations de travail accréditait tout en révoquant ou en refusant l'accréditation à des syndicats militants ⁴⁷.

province de Québec, P.U.L., Québec, Services extérieurs d'éducation sociale, « Chrétienté d'aujourd'hui », n° 3, 1949, 22 p. ; Gérard DION, « Les communistes et les unions ouvrières » dans *Relations industrielles*, vol. 11, n° 4, septembre 1956, 234-253, comme autres échantillons d'articles anticommunistes. On consultera les ouvrages suivants pour un point de vue plus « sympathique » aux syndicalistes communistes : Charles LIPTON, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Montréal, Parti-pris, 1976, pp. 412-451 ; Victor LEVANT, op. cit., pp. 203-204, et C.S.N./C.E.Q., op. cit., pp. 116-140.

⁴⁶ *Financial Post*, 2 août 1947, dans *Searchlight*, 11 septembre 1947, 8.

⁴⁷ De janvier 1947 à août 1950, la Commission des relations de travail du Québec révoqua l'accréditation de 12 pour 100 des syndicats, refusa l'accréditation à 17 pour 100 des syndicats qui en firent la demande mais accrédita pas moins de 114 associations directement créées par l'employeur ! Voir Victor LEVANT, op. cit., p. 206. « L'accréditation, écrit Levant, était devenue l'arme du Capital pour maintenir sa domination sur le mouvement syndical (p. 207). »

[58]

En plus de diriger une répression impitoyable contre les grévistes en qui il voyait autant de communistes réels ou potentiels, le gouvernement Duplessis encadrait le mouvement syndical dans un tissu de lois qui avaient pour but de l'intégrer encore davantage à l'appareil d'État et d'éliminer tout militantisme syndical ⁴⁸. Il était en cela largement appuyé par le mouvement nationaliste, la S.S.J.B., les périodiques *le Devoir* et *l'Action nationale*, l'École sociale populaire qui rivalisaient de zèle pour publier brochures et articles anticommunistes et antisoviétiques ou pour organiser des conférences publiques sur ce thème ⁴⁹.

Enfin, les dirigeants syndicaux eux-mêmes appuyèrent l'ensemble de la politique étrangère américaine, le Plan Marshall, la création de l'O.T.A.N., la guerre de Corée et ils s'employèrent à « nettoyer » leurs syndicats des éléments communistes qui cherchaient à promouvoir une politique neutraliste de paix et d'indépendance du Canada face aux États-Unis. Jean Marchand, secrétaire-général de la C.T.C.C. définit ainsi l'attitude de sa centrale syndicale face aux ouvriers communistes : « Afin de prévenir l'infiltration communiste dans les rangs des unions ouvrières, la C.T.C.C. demande aux employeurs d'être prudents lors de l'embauche de nouveaux ouvriers qu'ils ne connaissent pas et à la police de collaborer avec les syndicats afin de leur faire connaître les noms des agents communistes reconnus ⁵⁰. » La C.T.C.C. demanda

⁴⁸ Lois 5, 60, Code du travail, etc.

⁴⁹ L'École sociale populaire publia certainement une cinquantaine de brochures dénonçant la doctrine communiste, les régimes communistes, les manuels scolaires en vigueur en Chine, etc. Par exemple : *le Manuel anti-bolchevique* (nos 207-208), *Cahier anticommuniste* (217-218), *la Menace communiste au Canada* (254-255) de J.-Papin Archambault ; *Pour le Christ-Roi et contre le communisme* (274-275), *Petit catéchisme anticommuniste* (277) de Richard Arès ; *la Vague communiste* (390), et combien d'autres. *Le Devoir* ouvrait ses pages à François Mauriac qui donnait la réplique à Pierre Hervé de l'Humanité (quotidien du P.C.F.) et il reproduisait fidèlement les causeries des trésors de l'É.S.P., dont celle du R.P. Desjardins qui, le 31 janvier 1946, dénonçait le P.O.P. comme « une cinquième colonne de l'U.R.S.S. au Canada », reprenant ainsi mot pour mot le témoignage de Igor Gouzenko qui était encore inconnu à l'époque... (*le Devoir*, 31 janvier 1946). Il est malheureux que les archives du père Joseph-Papin Archambault, jésuite, organisateur en chef de la lutte anticommuniste au Québec durant cette période, ne soient plus accessibles. Cela rend difficile l'évaluation des liens entre ce jésuite et Maurice Duplessis. Sa correspondance révèle en effet qu'il recevait des fonds pour l'organisation de ses expositions anticommunistes à Montréal à la fin des années trente notamment, de la part du Premier ministre. Cette même correspondance fait état de l'étroite collaboration qui unissait le père Archambault au chef de police de Montréal. Il repérait pour ce dernier les « journaux ethniques à orientation communiste » et l'informait de l'existence de « salles rouges » où les communistes pouvaient se réunir ainsi que des noms des syndiqués rouges. (Documentation consultée par Robert Comeau aux archives de la maison Bellarmin.)

⁵⁰ *Le Travail*, 10 octobre 1952.

l'interdiction pure et simple du P.O.P. en 1947, 1948 et 1949 ⁵¹... Avec pareille caution, on ne saurait se surprendre de la brutalité de l'action policière contre les grèves et les communistes au cours des années de la « grande noirceur » au Québec. La lutte anticommuniste fut particulièrement virulente dans les syndicats de métiers de la Fédération provinciale du travail du Québec qui collabora ouvertement avec le gouvernement Duplessis contre le cartel formé par la F.U.I.Q. et de la C.T.C.C. pour le retrait des lois 19 et 20. *Le Monde ouvrier*, organe de la F.T.Q., signalait que « les hommes d'affaires devaient seconder le travail organisé dans sa lutte communiste ⁵² ». En fait, la campagne des syndicats de métiers visait à casser le développement des syndicats [59] industriels plus militants, et l'épouvantail communiste servait bien les fins de cette « aristocratie du travail ».

Le P.O.P. a réagi à la campagne anticommuniste en tentant de montrer que la répression visait tout ce qui était progressiste, militant et combatif dans le mouvement ouvrier et pas seulement les communistes eux-mêmes. Les syndicalistes communistes cherchèrent à freiner l'adoption de politiques anticommunistes lors des congrès syndicaux et ils mirent sur pied le « Comité des droits unionistes » au cours des années cinquante afin d'organiser la résistance contre l'offensive antisyndicale de Duplessis. Le comité publia de nombreuses brochures, dont celles-ci : *Unissons-nous contre les bills 19 et 20* (1954, 12 p.) et *Les ouvriers de Québec luttent pour le droit de s'organiser* (1953). Dans les syndicats locaux, les communistes animaient des comités de défense et publiaient des brochures anti-duplessistes, comme celle-ci, publiée par les Ouvriers unis de l'électricité, radio et opérateurs de machines d'Amérique (U.E.) intitulée *Les ouvriers accusent Duplessis* (1952), qui brossait le tableau des difficultés que rencontraient les organisateurs syndicaux dans le textile, le bois, l'électricité, chez les mineurs d'Asbestos, et dénonçait les attaques aux libertés d'organisation, de presse et de parole au Québec. Les rédacteurs invitaient à l'unité syndicale la plus large « pour repousser victorieusement la contre-attaque de nos ennemis communs : les monopoles et leur ami Duplessis ⁵³ ».

Nous disons donc que l'on ne peut absolument pas faire abstraction de cette immense accumulation de forces sociales, politiques et policières qui étaient dirigées contre le P.O.P. en cette période de guerre froide lorsque vient le temps d'examiner le travail du Parti et sa ligne politique. C'est dans pareil contexte que le P.O.P. du Québec fut appelé à définir son orientation conformément à la ligne générale du Parti. Mais disons immédiatement qu'il ne saurait non plus être question d'éviter l'analyse du travail du P.O.P. en lui-même, travail qui ne fut pas exempt d'erreurs, loin de là, comme le débat de 1956-1957 le révéla. Nous allons donc examiner maintenant le contenu idéologique proprement dit des [60] thèses du P.O.P. du Québec

⁵¹ AVAKUMOVIC, op. cit., p. 208.

⁵² *Le Monde ouvrier*, décembre 1949.

⁵³ *Les ouvriers accusent Duplessis*, Ouvriers Unis de l'électricité, 1952, (0), p. 21.

tout en nous réservant l'analyse de ses positions sur la question nationale pour le prochain chapitre.

Au Québec comme ailleurs, les militants du Parti consacraient le gros de leurs énergies à la lutte pour la paix, aux luttes syndicales et aux campagnes électorales. Les congrès annuels de la section québécoise du Parti reprenaient les grands thèmes de la ligne du P.O.P. et cherchaient à en appliquer la substance à la réalité particulière du Québec, ce qui entraînait bien entendu des débats majeurs sur des thèmes comme les relations fédérales-provinciales, le contenu d'une nouvelle constitution démocratique, la bataille du P.O.P. pour un code national du travail versus l'autonomie provinciale, la question de l'autonomie elle-même, etc. Mais en règle générale, la propagande du Parti s'employait à présenter Maurice Duplessis comme « un ennemi avéré de la paix, de la sécurité et des droits du Canada français » au même titre que le premier ministre fédéral Louis St-Laurent. C'est là le thème du 9^e congrès du Parti au Québec en 1951. Pour Gui Caron, chef provincial de 1946 à 1956, il y a deux camps au pays : le camp de la guerre et de la réaction, qui regroupe Duplessis, St-Laurent et les trusts, et le camp de la paix et du progrès, qui regroupe les travailleurs et les cultivateurs, la jeunesse opposée à la conscription, les femmes, les classes moyennes, les petits commerçants et les professionnels nationalistes, de même que les masses de l'Union nationale, du Parti libéral et de l'Union des électeurs qui veulent la paix, le progrès et la sécurité. « Lutter pour la paix est (...) le premier devoir des membres du P.O.P. ⁵⁴. »

La lutte pour les droits démocratiques, l'amélioration des standards de vie du peuple québécois et la construction du « Parti de la classe ouvrière canadienne, de la nation canadienne-française ⁵⁵ » sont au nombre des autres tâches prioritaires que le rapport présente aux délégués. Évaluant le travail effectué auprès des chômeurs, des locataires et des ouvriers, le rapport énumérait toutes les actions concrètes du Parti qui s'efforçait de traduire dans les luttes quotidiennes une orientation communiste. Dans un article sur cette question rédigé en octobre 1949 par Pierre Gélinas, un des intellectuels les plus en vue du Parti au Québec, ce dernier insistait [61] sur l'urgence d'appliquer « une politique active de masse », c'est-à-dire, « de prendre le programme du Parti et de l'identifier aux luttes quotidiennes des masses ouvrières, d'en faire une chose vivante qui concerne et qui influence la vie immédiate des masses ouvrières ⁵⁶ ». Car, « en plus de critiquer le système capitaliste et de placer devant les yeux des masses la perspective du socialisme, il est décisif de mener une lutte active quotidienne pour les besoins immédiats de la classe ouvrière, d'organiser

⁵⁴ CARON, *l'Axe St-Laurent-Duplessis : ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français*, p. 5.

⁵⁵ Ibidem.

⁵⁶ P. GÉLINAS, « Le Parti sur le front de l'action », dans *Action*, vol. 3, n° 31, septembre-octobre 1949, 3.

la bataille pour les revendications ouvrières les plus urgentes ⁵⁷. » Il insiste également sur le fait que la conscience politique des masses se développe justement à travers leur propre expérience. Mais cette position sera critiquée au sein du Parti par ceux qui croyaient que, ce faisant, les communistes réduisaient leur travail à une agitation de type syndical, et négligeaient leur travail révolutionnaire d'éducation et d'organisation communistes. Or, « vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, faisait remarquer Henri Gagnon, entre autres, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste ⁵⁸. » Et, plus précisément, « dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décret dans certaines branches du mouvement ouvrier (...) ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical ⁵⁹ ». À quoi la direction du Parti répliquait ce qui suit : « au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel, (la minorité veut) s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel ⁶⁰ ». La direction faisait allusion ici aux thèses défendues par Henri Gagnon et son groupe au 5e congrès provincial du Parti en 1947 à l'effet que les communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes québécoises et les jeunes travailleurs chrétiens notamment.

Il ne saurait être question de trancher ici un pareil débat opposant deux conceptions du travail pratique parmi le peuple. Signalons toutefois au passage que tout Parti communiste est aux prises [62] avec ce problème théorique et pratique qu'engendre sa « liaison aux masses ». Selon la théorie léniniste du Parti, le marxisme est inculqué à la classe ouvrière de l'extérieur par les intellectuels. Livrée à elle-même, la classe ouvrière n'aurait qu'une conscience étroitement liée à la satisfaction de ses

⁵⁷ Idem, p. 5. Sur cet aspect du travail des communistes, on lira avec profit le chapitre 3 consacré « À la défense des intérêts immédiats » dans l'ouvrage de Marcel FOURNIER, *Communisme et Anticommunisme au Québec*, pp. 59-83, chapitre consacré essentiellement aux années trente, mais dont la conclusion demeure d'actualité pour les années cinquante également : « Les militants sont conscients de certaines faiblesses de l'orientation « économiste » de leur action syndicale (...) Mais, pour la plupart issus de milieux populaires, ils peuvent facilement comprendre l'attitude des ouvriers qu'ils tentent de mobiliser et respectent leurs convictions politiques et religieuses, leurs craintes, leur niveau de conscience. Ils évitent ainsi d'assimiler les intérêts des travailleurs qu'ils organisent en syndicat à leurs propres intérêts de militants (et de membres du Parti). Le syndicalisme apparaît comme un moyen non pas tant de consolider l'organisation du P.C. (recrutement, contrôle d'appareils syndicaux, etc.) que de fournir aux travailleurs un instrument pour se défendre eux-mêmes (p. 83). »

⁵⁸ *Contribution*, 8 février 1949, n° 3, article de Henri GAGNON, 8-9.

⁵⁹ Idem, p. 15.

⁶⁰ Ibidem, extrait d'une résolution du 5e Congrès provincial du P.O.P. tenu en 1947.

intérêts économiques immédiats pour lesquels l'organisation syndicale a été créée. Le rôle du Parti, à la différence de celui des syndicats, est davantage politique. Il consiste à élever la conscience des ouvriers de son stade trade-unioniste à un stade politique, au stade de la conscience de classe et à canaliser les différentes facettes de l'action ouvrière vers l'objectif suprême : la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière représentée par son Parti d'avant-garde, l'établissement de la dictature du prolétariat, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'instauration du socialisme puis du communisme. Mais comment inculquer ces notions dans le travail quotidien des militants communistes, dans un syndicat par exemple ? C'est là le rôle des cellules d'entreprise dans la structure léniniste ou des « clubs ouvriers » dans la nouvelle structure du Parti depuis 1943 ⁶¹.

⁶¹ Selon la conception « marxiste-léniniste », l'organisation du Parti sur la base des cellules communistes d'entreprise (en plus des cellules de quartier) est la seule façon d'entretenir une liaison réelle et soutenue avec les masses ouvrières. À son 5e congrès, l'Internationale communiste avait affirmé qu'un Parti communiste « ne peut être considéré comme une organisation de masse sérieuse que lorsqu'il possède des cellules puissantes dans les usines (*les Questions d'organisation au 5e Congrès de l'Internationale communiste*, brochure éditée par la « Cellule militante ouvrière », C.M.O., Montréal, 1975, p. 47) ». C'est en juillet 1943 que le P.O.P. est traversé par un débat autour de la question de la structure de base que doit se donner le nouveau Parti ; le 10 juillet, Sam Carr propose dans *Canadian Tribune* que la nouvelle unité de base du Parti ne soit pas la cellule d'entreprise mais plutôt le « club » ou la « branche », regroupant de 50 à 70 membres d'un territoire donné. Au Congrès d'août 1943, on précise que « exceptionnellement le comité provincial pourra recommander que certaines branches ou clubs soient organisés sur la base de l'occupation ou de la langue (*Constitution du P.O.P.*, 1943) ». Selon S.B. Ryerson (1979) l'importance de ce changement de structure aurait été largement exagérée puisque le P.C.C. n'aurait jamais eu un nombre important de ses membres regroupés dans des « cellules d'entreprise » (moins de 10 pour 100). Selon cet ex-dirigeant, donc, un pareil changement « formel » n'avait pratiquement pas d'effet, mais il officialisait la pratique des clubs ouvriers larges, plus accessibles que les cellules clandestines. Les « marxistes-léninistes » voient au contraire dans ce changement une des manifestations de la transformation du P.C. en un Parti réformiste et non plus révolutionnaire : « Selon nous, la cause fondamentale du rejet par le P.O.P. des cellules communistes d'entreprise comme structure de base de son organisation c'est son passage à la politique réformiste ; c'est l'abandon de la lutte révolutionnaire de masse au profit de la lutte légale, principalement de la lutte électorale. Toutes les mutations qu'a subies la ligne de ce Parti entre 1935 et 1945, sa transformation de Parti de la révolution en un Parti réformiste, ne pouvaient pas ne pas avoir d'incidence sur sa structure organisationnelle (François SEGUIN, op. cit., p. 267). » Déjà, Fergus McKean, après avoir dans un premier temps défendu le changement en faveur des clubs dans le journal du Parti, s'était élevé en 1945 contre cet abandon des structures léninistes traditionnelles. Ce point de vue est repris par le groupe En Lutte ! dans sa revue *Unité prolétarienne*. Pour une analyse des positions de McKean et du débat dans le Parti en 1943 et 1945 sur cette question, voir B. DIONNE, « La politique du Parti communiste canadien au cours de la Seconde Guerre mondiale », thèse M. A. (Histoire), U.Q.A.M., 1979, pp. 192-216 et 259-262.

En plus de diriger le travail syndical, le travail de mobilisation des chômeurs, des locataires, des femmes et des groupes défavorisés en lutte pour la satisfaction de leurs revendications immédiates, les membres du Parti doivent en recruter les éléments les plus conscients, les plus révolutionnaires et leur fournir une perspective politique socialiste, autrement dit, montrer que seul le socialisme fournira une solution durable aux problèmes du peuple. Faire le lien entre les besoins immédiats et la question du pouvoir politique, de la lutte pour la paix et l'indépendance du Canada, de l'oppression nationale des Canadiens français, devenait ainsi la tâche quotidienne des membres du Parti. Pour la direction du Parti, la classe ouvrière, et en particulier les ouvriers regroupés dans la grande industrie, constituait la cible privilégiée de sa propagande en même temps que la base naturelle de tout parti communiste. Pierre Gélinas exprimait alors la nécessité, non pas de s'en tenir aux revendications élémentaires des masses mais bien de « faire passer » le programme du Parti dans le travail quotidien des militants [63] communistes. Lorsque les communistes s'impliquaient dans la lutte contre la hausse des tarifs du transport à Montréal, lorsqu'ils faisaient élire Harry Binder à l'hôtel de ville de Montréal comme conseiller, lorsqu'ils participaient à l'organisation des « Assises nationales de la Paix » au Québec, quand ils recrutaient des membres pour les syndicats des électriciens, des tisseurs, des ouvriers de la fourrure, des mineurs, des ouvriers de l'avionnerie ou de l'automobile, ou qu'ils mettaient sur pied le « comité des droits unionistes » en 1953 pour lutter contre les lois 19 et 20 de Duplessis, ils le faisaient certainement pour gagner davantage de personnes à la cause du communisme. Mais il arrivait très souvent que les militants communistes s'en tenaient à leur travail d'organisateur syndical et négligeaient « l'éducation communiste des masses » ou se contentaient de répéter les clichés habituels sur les victoires du socialisme en U.R.S.S. sans vraiment partir des besoins et de la situation concrète de la classe ouvrière québécoise, d'où une baisse des effectifs du Parti constatée en 1951 par Gui Caron, constat qui sera répété en 1956, baisse attribuée à la faiblesse du travail idéologique et au caractère non systématique de la concentration des communistes en milieu industriel.

Comme nous l'avons précédemment montré, il faut rajouter à ces causes l'offensive idéologique et répressive des forces conjuguées du capital, de l'Église, de l'État et des chefs syndicaux réformistes contre les communistes qui connaissait alors son apogée au cœur de la guerre de Corée. Cette offensive avait même forcé le P.O.P. à suspendre la publication de son journal *Combat*, interdit et saisi en 1948 en vertu de la loi du Cadenas ⁶². Mais par ailleurs le P.O.P. rencontrait au Québec la concurrence idéologique et politique de deux grandes forces sociales : la social-démocratie et le

⁶² À ce sujet, voir l'article de Camille DIONNE, membre dirigeant du Parti au Québec, dans le mensuel *Clarté* d'octobre 1956. Pour Dionne, le Parti n'aurait jamais dû suspendre la publication de *Combat* à ce moment-là ; il aurait dû tout tenter pour le publier clandestinement car, sans presse hebdomadaire, le Parti ne peut vraiment rejoindre les travailleurs.

libéralisme, qui disputaient à l'idéologie clérico-nationaliste en perte de vitesse la position dominante dans le mouvement ouvrier québécois.

La C.C.F. incarnait bien sûr la social-démocratie avec un programme certes anti-communiste mais également anticapitaliste et réformiste. Au Québec, elle était implantée dans la F.U.I.Q. principalement. Or la lutte que cette dernière mena de concert avec [64] la C.T.C.C. contre les lois antisyndicales de Duplessis amena bon nombre de ses dirigeants à rejeter et l'U.N. et les Libéraux, et à préconiser la formation d'un Parti de travailleurs sur la scène provinciale. Le Parti libéral qui, comme on le verra, se présentait « solution de rechange démocratique » à Maurice Duplessis sera son principal concurrent dans le mouvement ouvrier. C'est en 1954 que Philippe Vaillancourt de la F.U.I.Q. proposa la création d'un comité conjoint d'action politique pour « que les mouvements ouvriers soient représentés à l'Assemblée législative ⁶³ ». Sur la base d'un Manifeste regroupant les principales revendications exprimées par le mouvement ouvrier organisé ⁶⁴, les Raymond Lapointe, Fernand Daoust, Roméo Mathieu, P. Vaillancourt et J.V. Morin souhaitaient la mise sur pied d'un nouveau Parti de travailleurs au Québec ; comme le signala le secrétaire général de la F.U.I.Q., Roméo Mathieu, « il y a une possibilité de lancer dans le Québec un parti politique qui aura un programme probablement très parent de celui du parti C.C.F., mais qui aura un caractère distinctement québécois. C'est la seule solution à nos problèmes ⁶⁵. » Mais les partisans d'un appui à une C.C.F. davantage reliée au mouvement syndical l'emportèrent sur ces derniers au congrès de 1955 de la F.U.I.Q. Ceux qui préconisaient un Parti travailliste québécois fondèrent alors la Ligue d'action socialiste qui devait se consacrer à un travail d'éducation en faveur d'un socialisme démocratique québécois ⁶⁶. Cette dernière tentative aboutira plus tard à l'éphémère Parti socialiste du Québec de Michel Chartrand et autres, pendant que les partisans de l'appui à la C.C.F. se regrouperont dans un tout aussi éphémère Parti social-démocratique puis dans le Nouveau Parti démocratique fondé en 1961. Au même moment, les libéraux P.E. Trudeau, Gérard Filion, Jean Marchand, Gérard Pelle-

⁶³ F.U.I.Q., « Vers plus d'unité syndicale », les Nouvelles ouvrières, organe du C.C.T., mars 1954, cité par Roch DENIS, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979, p. 159. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶⁴ F.U.I.Q., « Manifeste au peuple du Québec », dans *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955.

⁶⁵ Le Devoir, 7 juin 1954, cité par Roch DENIS, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, Montréal, 1979, p. 161.

⁶⁶ Outre l'ouvrage de Roch Denis qui fait la synthèse de ces débats sans toutefois mentionner l'existence même du P.O.P. puis du P.C., ce qui est une grave lacune, signalons la thèse de Michel GRANT, « L'action politique syndicale et la Fédération des Unions industrielles du Québec », thèse de maîtrise (rel. ind.), Université de Montréal, 1968, 176 p., et Louis-Marie TREMBLAY, *le Syndicalisme québécois, Idéologies de la C.S.N. et de la F.T.Q., 1940-1970*, Montréal, P.U.M., 1972, 286 p.

tier et Gérard Bergeron, dans *Cité libre* et ailleurs, préconisaient l'union des « forces démocratiques » pour d'abord renverser Duplessis tout en s'opposant, bien entendu, à la « chimère » d'un Parti de travailleurs au Québec.

Durant cette période d'effervescence politique, le P.O.P. apparut de moins en moins capable d'influencer les débats au sein du [65] mouvement ouvrier à cause de la répression et de son propre isolement d'une part, mais également à cause de la profonde division des militants communistes francophones sur la question nationale qui hypothéqua le travail du Parti de 1947 à 1956.

Les élections fédérales de 1953, notamment, illustrèrent la baisse radicale de la popularité du Parti au pays, alors que les 100 candidats du Parti ne recueillirent que 59 622 votes contre 636 310 à la C.C.F. (rappelons que le P.O.P. en avait recueilli près de 110 000 en 1945). Dans Montréal-Cartier et dans Spadina-Toronto, deux châteaux-forts communistes pendant la guerre, le nombre de voix obtenues par les candidats du P.O.P. passa respectivement de 10 413 et 10 050 en 1945 à 869 et 1 938 en 1953. La ligne nationaliste du P.O.P., centrée sur le slogan *Le Canada d'abord!* ne saura mettre fin à son chauvinisme, ce qui contribua certainement à maintenir hors du Parti un groupe important de communistes francophones du Québec, et ce qui aura des effets négatifs à long terme sur l'influence que le Parti avait dans le mouvement ouvrier. Au cours des années cinquante, Gui Caron et d'autres dirigeants de la section québécoise du Parti tenteront de corriger cette erreur historique, mais ces efforts seront lourdement hypothéqués, comme nous allons le voir maintenant, par les effets de la crise de 1947 et l'expulsion du groupe de Henri Gagnon ⁶⁷.

III. - Le P.O.P. et la question nationale québécoise

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette section, nous présenterons d'abord les principales prises de position du Parti (de 1943 à 1947) sur la question de l'oppression nationale du peuple québécois et le débat opposant Oscar Roy à Henri Gagnon à l'automne 1947 sur la question des relations fédérales-provinciales. Après avoir rappelé l'activité de Gagnon à la Ligue des vétérans sans logis et les dissensions qui s'en suivirent, nous tenterons d'expliquer la scission qui s'est produite au 5^e Congrès provincial du P.O.P., en octobre 1947. Nous confronterons les diverses interprétations de cette crise et décrirons les relations entre le groupe dirigé par Gagnon et le Parti ouvrier-progressiste.

[66]

⁶⁷ Voir, à ce sujet, Gui CARON, « Les 30 ans du Parti de la nation », dans *Action*, organe du P.O.P., mars 1952, 1 à 5.

Les positions du P.O.P. de 1943 à 1947

Au moment du « front national pour la victoire », le P.C. insiste plus que jamais sur la nécessité de cimenter l'unité du Canada français et du Canada anglais au sein du front uni ⁶⁸ sans reconnaître, à ce moment-là, le droit à l'autodétermination de la nation québécoise allant jusqu'à comprendre le droit de séparation, reconnaissance pourtant essentielle si l'on veut travailler à l'unité. Un seul exemple de chauvinisme anglo-saxon à l'égard des francophones : la brochure *A National Front for Victory* qui fait précisément appel à la solidarité des Canadiens français ne sera pas traduite en français. La lutte contre les privilèges de la nation canadienne-anglaise que devait mener la direction du Parti n'a jamais pris beaucoup d'ampleur. Durant cette période le P.C. luttait surtout pour « l'égalité des salaires pour les ouvriers canadiens-français et canadiens-anglais, pour la reconnaissance du français dans les forces armées et une représentation adéquate de ce groupe au sein des organismes qui planifient l'effort de guerre ⁶⁹ ». Le Parti jugeait indispensable le relèvement des conditions de vie des Canadiens français pour obtenir leur adhésion à l'effort de guerre. Sur le plan politique, on oublie que la Confédération fut imposée aux Québécois et que ces derniers n'ont jamais obtenu la pleine reconnaissance de leurs droits nationaux et politiques. Les Québécois n'ont jamais eu le droit politique de décider librement, sans aucune forme de contrainte, de leur avenir politique.

La direction actuelle du Parti communiste québécois justifie ainsi son refus de reconnaître ce droit démocratique à l'époque, comme nous l'avons vu précédemment : « C'était au Québec que le fascisme avait sa plus forte emprise au Canada. Ses représentants, abusant des sentiments nationaux légitimes des Canadiens français, tentaient de les transformer en sentiments nationalistes extrêmes. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les communistes (y compris ceux du Québec) insistent à ce moment-là sur le droit à l'autodétermination ⁷⁰. » Et encore : « Parce que Duplessis fut élu sur une vague nationaliste qu'il exploitait « au coton » avec ses droits provinciaux contre la réalisation de l'égalité nationale, le Parti considérait qu'il fallait mettre l'accent justement sur la lutte [67] pour l'égalité nationale. Mettre de l'avant le mot d'ordre d'autodétermination nationale dans ces circonstances, aurait plutôt favorisé Duplessis lui-même ⁷¹. »

⁶⁸ BUCK, *A National Front for Victory*, p. 16.

⁶⁹ Idem, p. 17 (notre traduction) Du même auteur, *Canada in the Coming offensive*, p. 7.

⁷⁰ Samuel WALSH, « L'évolution de la position nationale du Parti communiste », dans *le Communiste, revue théorique et politique du Parti communiste du Québec*, vol. 1, n° 1 (janvier-mars 1979), 21-22.

⁷¹ Idem, p. 25. Voir également les notes 25, 35, 55 de l'article précédent du présent tome.

Dans la question du plébiscite de 1942, le P.C.C. mène une énergique campagne pour le « oui » à travers ses *Tim Buck Plebiscite Committees* ; à son congrès national de février 1942, il se prononce en termes non équivoques en faveur de la conscription obligatoire ⁷². Ce n'est qu'en 1944 que le Parti comprit que la nécessité de lutter contre le fascisme n'exigeait pas d'utiliser cette mesure contraignante : le 10 novembre 1944, le P.O.P. appuyait la politique de volontariat de King. La campagne en faveur de la conscription pour le service outre-mer avait sans doute contribué à isoler le P.C. et le journal *la Victoire* au Québec. Ce journal s'était prononcé sans nuances pour la conscription, ce qui représentait une nouvelle fois l'imposition de la volonté de la majorité anglophone au détriment de la minorité francophone. Évidemment, il insistait sur les revendications pour une démocratisation de l'effort de guerre. Le fait que les communistes du Québec défendaient moins chaleureusement la conscription que leurs camarades du Canada anglais a peut-être contribué à infléchir la position du Parti en 1944. Il serait nettement exagéré de voir dans le refus du P.O.P. de soutenir le mouvement anti-conscriptionniste la cause de la scission de 1947, comme le soutient Charles Halary : « Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P.O.P. parmi les ouvriers francophones ⁷³. » Il est vrai que la démarcation avec les nationalistes canadiens-anglais réactionnaires aurait dû se manifester plus tôt et que l'appui à une mesure aussi contraignante que la conscription n'était pas nécessaire. Le P.C.C. n'a pas su voir dans l'échec du « oui » au Québec à la conscription une manifestation réelle, mais mal canalisée, d'une résistance à l'oppression nationale. Au contraire, il explique ses piètres résultats par les manigances d'une poignée de traîtres : « Êtes-vous satisfaits Messieurs les isolationnistes, arrivistes et cabotins politiques ? Votre triomphe est complet ⁷⁴. »

[68]

Le chauvinisme de la direction du Parti est tel qu'il va jusqu'à rendre responsables de l'infériorité économique et sociale des canadiens français ses propres dirigeants nationalistes réactionnaires. La bourgeoisie canadienne n'aurait rien à voir dans l'oppression nationale des Québécois puisque cette infériorité est due aux agents québécois de l'ennemi fasciste : « En prenant conscience d'elle-même la nation réalise de plus en plus que les raisons fondamentales de son infériorité économique et sociale sont surtout dues à ces soi-disant sauveurs de la race qui n'ont jamais

⁷² Resolution of the National Party Conférence, 1942, page 8.

⁷³ Charles HALARY, « Étude de la question nationale dans les formations sociales impérialistes : le cas du mouvement ouvrier québécois », Doctorat en sociologie, Université de Montréal, février 1977, page 274.

⁷⁴ *La Victoire*, 14 mars 1942, 2.

été autre chose que des agents de l'ennemi fasciste ⁷⁵. » De même, pour isoler les « Quislings » du Québec, le P.C. n'hésite pas à faire appel au gouvernement central : « The offensive against quislingism must be carried forward with relentless vigor, the alleged subsidizing of fascism in Quebec by the multi-millionaire insurance magnates of Montreal must be made the subject of immediate and public investigation by the federal authorities ⁷⁶. »

Le Parti communiste considérait le gouvernement libéral au pouvoir comme un allié contre les forces de la réaction... Bien plus, on peut retrouver dans *la Victoire* des analyses qui ne sont pas exemptes de racisme. Ainsi on rendra les Canadiens français responsables de leur propre infériorité : « Ce qui est vrai, et ce qu'il faut que nous sachions bien, c'est que l'Anglais est plus économique que nous, qu'il est plus prudent, plus sage, plus pratique dans le placement de ses économies et surtout qu'il a en lui un sens, un véritable instinct de l'union et de la coopération qui font complètement défaut aux Canadiens de langue française ⁷⁷. »

Au Congrès de 1943, le Parti a mis au cœur de son programme « l'Unité nationale » et le « progrès démocratique ». On a déjà montré comment il semblait placer l'intérêt national du Canada au-dessus des intérêts de classe : « Notre première préoccupation a toujours été, est et sera toujours de défendre les intérêts nationaux de notre pays, le Canada. Nous sommes un produit de la démocratie canadienne ⁷⁸. »

Durant la guerre déjà, le Parti s'engage à raffermir sa collaboration avec la bourgeoisie dans la période d'après-guerre : « L'unité [69] solide des alliés, fondée sur l'unité d'action dans chaque pays, *unité de toutes les classes*, est la garante de la victoire. Cette unité devra survivre à la guerre. C'est pour elle que les peuples du Commonwealth, de l'U.R.S.S., des États-Unis, de la Chine et des autres pays alliés réalisent le programme de progrès démocratique proclamé par la Charte de l'Atlantique ⁷⁹. » Et dans *LPP and Post War Canada* : « La lutte que nous aurons à mener pour l'unité nationale après la guerre devra prendre pour base des propositions que tous les démocrates pourront accepter, indépendamment de leur classe, de leur religion ou de leur allégeance politique ⁸⁰. » Ce rapprochement avec la bourgeoisie aura des conséquences directes sur le programme des communistes au chapitre des réformes sociales et des relations fédérales-provinciales. En effet, le P.O.P. voit dans

⁷⁵ Idem, 30 janvier 1943, 3.

⁷⁶ S.B. RYERSON, « Quebec - Touchstone of National Unity », dans *Canadian Tribune*, 24 avril 1943, 7.

⁷⁷ *La Victoire*, 28 novembre 1942, 2.

⁷⁸ BUCK, *Canada needs a Party of Communists*, p. 20 (notre traduction).

⁷⁹ BUCK, le Canada a besoin d'un Parti communiste, p. 19.

⁸⁰ L.P.P. and Post War Canada, p. 16.

le gouvernement central un instrument privilégié (aux dépens des gouvernements provinciaux jugés très réactionnaires) pour accomplir des réformes sociales, dont il critiquera par ailleurs les modalités. Comme les autres progressistes du Québec qui seront « fédéralistes » par opposition à Duplessis, le P.O.P. considère qu'il est possible de modifier le statu quo constitutionnel s'il peut permettre au fédéral d'assurer une meilleure redistribution des richesses et des services. Déjà au printemps 1938, dans un mémoire soumis à la Commission Rowell-Sirois, le P.C.C. préconisait une « centralisation fédérale » justifiée pour assurer une plus grande égalité entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. On a longtemps maintenu l'illusion que, par des réformes, le gouvernement central pouvait apporter une solution définitive à l'oppression nationale : « L'Unité nationale est nécessaire afin d'établir pour la première fois les droits minoritaires des Canadiens français en garantissant au peuple du Québec des droits économiques, sociaux, culturels égaux à ceux des autres provinces et en imposant au gouvernement central l'obligation d'assurer aux Canadiens français la jouissance de ces droits ⁸¹. »

Nous ne reviendrons pas sur les efforts menés par Paul Délisle, Emery Samuel et Stanley Bréhaut Ryerson pour amener la direction centrale du Parti à accorder plus d'importance à la question québécoise ⁸². Tim Buck et Stuart Smith, qualifiés de chauvins par [70] Emery Samuel, seraient responsables de la persistance de cette attitude méprisante envers la question québécoise. Dans *Thirty Years*, le secrétaire général du Parti, Tim Buck, ne fait qu'indiquer en passant que les communistes canadiens-français s'intéressaient à cette question : « While fighting in the Party for more energetic advocacy of the Party's demand for the right to full self-determination to the people of French Canada ⁸³. » Dans son histoire du Parti, Buck énonce ainsi la position retenue par le Plenum de janvier 1943 : « The struggle for the right to national self-determination has yet to be won in French Canada but the bourgeoisie will not lead it ; the bourgeoisie has become an enemy of that ideal. Today, only the working class will lead the democratic forces of French Canada to full national self-determination ⁸⁴. » Le programme du Parti ouvrier-progressiste de 1943 n'apporte pas de changements significatifs sur la question nationale du Québec. Le plus souvent c'est encore la lutte pour l'égalité des droits économiques et sociaux, sans impliquer la reconnaissance explicite du droit à l'autodétermination qui est mise de l'avant : « The Party presses the governments, provincial and federal, to take immediate measures to redress the burning grievances of the French Canadian

⁸¹ *Clarté*, 11 juin 1938, 3.

⁸² À ce sujet, consulter les enregistrements sonores de la conférence prononcée par M. Emery Samuel dans le cadre d'un séminaire sur l'histoire du Parti communiste du Canada, au département d'histoire de l'U.Q.A.M. en 1974.

⁸³ BUCK, *Thirty Years*, p. 189.

⁸⁴ *Idem*, p. 182.

people. It fights for the establishment of explicit constitutional guarantees of the cherished language rights of the French-Canadians. It works to win the support of English Canada for the achievement of full national equality for the French-Canadian people ⁸⁵. »

La même année voit la publication de l'ouvrage *French Canada* de Stanley Ryerson. L'auteur poursuit sa réflexion théorique et historique en reconnaissant maintenant le statut de nation au Canada français ⁸⁶, ce que Fred Rose refusait au nom de la définition stalinienne. Selon le propre témoignage de l'auteur, *French Canada* aurait créé certains remous au sein de la direction puisqu'il affirmait : « It is important to understand the fact that the democratic struggle of French-Canadian people during the whole of preceding period (leading to Confederation) had been a *struggle for the right of national self-determination* for their right as a nation to choose their own form of state. (...) The French-Canadian attitude toward the Confederation proposals was dominated by a [71] profond concern lest the right to their own state be denied them by the English-Canadian majority ⁸⁷. » Ryerson ne remettait pas alors en question l'absence « d'égalité politique » mais seulement les inégalités « sociales, culturelles et économiques », conformément à la ligne du Parti. Ainsi, écrivait-il dans *le Canada français, sa tradition, son avenir* (1945) : « La nation canadienne-française a conquis son indépendance politique et ses libertés démocratiques, il y a cent ans ; mais au point de vue économique, social et culturel elle se trouve encore dans une situation d'infériorité vis-à-vis du Canada anglais. La lutte pour l'égalité nationale complète, intégrale, se poursuit encore aujourd'hui ⁸⁸. » En 1972, dans une mise au point importante, il réfuta cette position qu'il défendait en 1943 : « On ne saurait prétendre que la question nationale fut résolue en 1848 (et en 1867) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire. L'inégalité nationale, pour nous à cette époque, était une question centrée sur les conditions sociales et économiques (l'essentiel de l'égalité politique étant déjà acquis grâce aux luttes des années 1830 et 1840 ⁸⁹. »

De la fin de la guerre jusqu'au 5e Congrès provincial d'octobre 1947, l'accent fut mis sur la lutte pour l'égalité dans le cadre constitutionnel existant. En mai 1947, Oscar Roy explicitait ce point de vue : « Si la lutte pour l'autonomie du Québec et son égalité avec les autres provinces est légitime, ce n'est qu'en autant qu'elle vise d'abord « l'égalité sociale et économique du peuple québécois », c'est-à-dire dans un premier temps ou à court terme, « l'égalité des salaires avec le reste du pays » et

⁸⁵ *Programm of the LPP*, pp. 9-10 (1943).

⁸⁶ RYERSON, *French Canada. A Study in Canadian Democracy*, Toronto, Progress Books, 1943, pp. 63-64.

⁸⁷ Ibidem.

⁸⁸ RYERSON, *le Canada français*, p. 10.

⁸⁹ RYERSON, *le Capitalisme et la Confédération*, Parti pris, 1972, page 509.

pour la « reconnaissance des droits démocratiques dont le droit d'organisation sans intervention d'une police d'État ⁹⁰. » En 1946, dans « La question nationale et l'impérialisme canadien », S.B. Ryerson reconnaissait comme légitime l'aspiration du Canada français à l'autodétermination ; il soutenait que la « lutte pour obtenir une distribution plus équitable du revenu national pour l'ensemble des provinces allait de pair avec l'égalité nationale du Canada français et son droit en tant que nation à disposer d'elle-même ⁹¹. » « We uphold the right of self-determination for French Canada including [72] the right to secede, to form a separate state should its people so desire. We place the struggle for genuine national equality as a major task of the working class in the fight for progress, democracy and socialism. We uphold the federal principle in the Canadian constitution as necessary recognition of the national character of French Canada. We advocate specific guarantee of national rights, and fight for the achievement of conditions of real national equality for the French Canadian people. But we are not nationalists. And the thing that distinguishes us from nationalists is this, that for us the national demands are relative, conditional, while the proletarian aim of overthrowing capitalism and achieving the victory of the working class is absolute and unconditional ⁹². »

Ce ne sera qu'en 1952 que le droit à l'autodétermination du Québec sera explicitement reconnu, cinq ans après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P. En 1952, Gui Caron explique le nouveau programme : « Le programme a ceci d'unique qu'il est le seul programme jamais publié par aucun parti politique au Canada qui pose le problème de la reconnaissance du droit du Canada français à disposer de lui-même. Le programme déclare que le Canada français est une nation et que l'union des deux nations au Canada ne peut se réaliser et se préserver que sur la base de la reconnaissance par les Canadiens de langue anglaise des pleins droits et de la souveraineté y compris le droit de sécession du Canada français. Il déclare que le Canada de lan-

⁹⁰ Roy, *Combat*, 1947, p. 1. Guy Caron (« La lutte du Canada français pour l'égalité nationale », dans *Action*, sept. 1947, 12) explique le point de vue de Buck exprimé lors d'une discussion au Comité national du Parti en mai 1947 et résumé dans *Action* en sept. 1947 : « Il (Buck) ajouta que l'un des principaux buts de notre Parti était d'aider le Canada français à obtenir le droit de la nation à disposer d'elle-même d'une manière véritablement démocratique. À cette fin, le camarade Buck fit bien remarquer que la condition indispensable (...) est une action pour réaliser dès maintenant la pleine égalité nationale du Canada français. » Pour connaître la position du P.C.C. en mai 1947, voir BUCK, « French Canada versus Duplessis, LPP National Committee Meeting, May 1947 », dans *Our Fight for Canada*, pp. 299-300.

⁹¹ RYERSON, « La question nationale et l'impérialisme canadien », dans *National Affairs Monthly*, octobre 1946 (vol. 13, n° 10). Traduction française résumée, 9 pages. La citation provient de la page 8 de ce texte tiré à part (s. 1. ni d.).

⁹² Idem, page 302. Ce point de vue ne semble pas avoir été repris dans la presse du parti avant 1952.

gue anglaise ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple de Québec. Il proclame : « L'avenir du Canada français sera décidé par le peuple canadien-français lui-même ⁹³. » Le programme ajoute : « Les droits arrachés à la classe dirigeante britannique par le peuple canadien-français doivent être préservés et garantis, (...) y compris la reconnaissance du français comme une des deux langues officielles du Canada et le droit à un gouvernement provincial autonome en ce qui a trait au contrôle de l'éducation et autres matières qui concernent particulièrement les Canadiens français ⁹⁴. »

[73]

La question des relations fédérales-provinciales

Dans la revue *Action*, bulletin de la section québécoise du P.O.P. du mois de septembre 1947, un véritable débat est amorcé sur cette question. Une première contribution de Buck soutient que « des modifications de l'Acte (*BNA act* de 1867) dans les sections qui touchent à la responsabilité des services sociaux, de la santé publique, etc., peuvent très bien être introduites sans la moindre atteinte aux droits politiques et culturels des masses canadiennes-françaises ⁹⁵ ».

Henri Gagnon, dans « Discussion sur les relations fédérales-provinciales », se dit d'accord avec l'établissement d'un « plan de réformes sociales à l'échelle canadienne. Cela en vue, dit-il, d'opérer une redistribution plus équitable du revenu national ⁹⁶. » Il y dénonce les attitudes négatives de Duplessis à l'égard des ententes fédérales-provinciales, affirme qu'il est erroné de s'opposer à tout changement constitutionnel et que « la lutte pour une législation sociale unifiée, pour l'égalité nationale du Canada français, est une partie intégrante de la bataille pour le droit de détermination nationale ⁹⁷ ».

⁹³ CARON, « Les 30 ans du Parti et la Nation », *Action*, mars 1952.

⁹⁴ Ibidem.

⁹⁵ BUCK, « Le Canada français contre Duplessis », *Action*, sept. 1947. Sur la question du droit à l'autodétermination, Buck écrivait alors : « Les Canadiens français ne peuvent obtenir le droit véritable de disposer d'eux-mêmes que par la défaite politique des trustards et de leurs serviteurs (p. 8) », car « la seule voie pour obtenir le droit véritable de la nation à disposer d'elle-même est d'unir toutes les forces démocratiques contre les trustards (p. 10) ».

⁹⁶ GAGNON, *Action*, septembre 1947, 24.

⁹⁷ Idem, 26-27.

La contribution d'Oscar Roy intitulée « Sur des points soulevés par le camarade Gagnon »⁹⁸ fait le procès de Gagnon qui « exprime certains différends avec la ligne politique du parti », à son avis. Il reproche à Gagnon de traiter la question des réformes sociales en réformiste, « comme si, dit-il, en lui apportant une réponse nous devions solutionner tous les problèmes ». Il lui reproche également de ne pas mentionner le fait que le but du Parti « n'est pas d'apporter une solution aux problèmes de la bourgeoisie, mais bien de changer de système économique et social ». Enfin, Roy reproche à Gagnon de s'appuyer sur des auteurs bourgeois réclamant des changements constitutionnels pour fonder son point de vue. Détectant « l'existence d'une certaine teinte nationaliste » qui devient un peu plus loin une « tendance inquiétante », il dénonce l'expression « faux nationalisme » attribuée par Gagnon pour caractériser Duplessis : « Le camarade Gagnon dit que le nationalisme de Duplessis est un « faux nationalisme » (...) D'où on ne peut faire [74] autrement que de conclure qu'il y a un vrai nationalisme qui, étant « vrai », doit être supporté. (...) Pour les marxistes, la question ne se pose pas de savoir s'il y a un vrai ou un faux nationalisme⁹⁹. » Oscar Roy dans son attaque concluait : « La teinte nationaliste apparaît dans différentes parties de l'article du camarade Gagnon. Et assez souvent pour démontrer qu'il y a là, sur ce point, une idée complète et bien développée et non pas seulement des fautes de formulation. (...) Dans la présentation des propositions pour des changements constitutionnels, dans la justification de ces propositions, par l'argument « qu'ils serviraient les vraies aspirations nationales », par l'idée qu'il donne que ces changements sont le seul but du Parti, plaçant ainsi des limites très étroites à la lutte. (...) Cette lutte pour le socialisme, le camarade Gagnon n'en parle pas. (...) Il n'avance pas de perspective marxiste. Il trahit chez lui des tendances nationalistes¹⁰⁰. »

Au 5e Congrès d'octobre 1947, le P.O.P. exige pour réaliser l' « égalité nationale » une législation sociale couvrant tout le pays. Cette revendication implique une redistribution des pouvoirs de taxation et une augmentation des responsabilités du fédéral¹⁰¹. Dans la nouvelle entente fédérale-provinciale que le P.O.P. proposera à ce congrès, « afin de permettre au Canada d'amender sa propre constitution », on remettait au fédéral l'entière responsabilité des « services sociaux, du contrôle des prix, des salaires minimums des services de secours aux chômeurs », soutenant la « reconnaissance du droit du Canada français à l'égalité nationale ». Cette entente constitutionnelle proposée par le P.O.P. aurait été particulièrement mal reçue par les militants soi-disant « nationalistes » regroupés autour de Henri Gagnon. Avant

⁹⁸ Oscar Roy, *Action*, sept. 1947, 31.

⁹⁹ Idem, 32-33.

¹⁰⁰ Voir *Combat*, vol. 1, n° 47 (23 octobre 1947), 1. « Le 5e Congrès provincial du P.O.P. attaque la politique anti-nationale de Duplessis. »

¹⁰¹ Programme du P.O.P., dans *Combat*, vol. 1, n° 47, 1.

d'analyser le fameux congrès de 1947, rappelons brièvement l'activité de Henri Gagnon à la Ligue des vétérans sans logis.

Henri Gagnon et la Ligue des vétérans sans logis (octobre 1946-août 1947)

À son retour du front, Henri Gagnon a été particulièrement sensibilisé par le problème de la rareté des logements, étant donné l'absence de construction domiciliaire pendant la guerre. Gagnon [75] entreprit une lutte pour obtenir des logements par des moyens radicaux : l'occupation sauvage, ce qu'on a désigné sous le terme : Mouvement des « squatters ¹⁰² ». Gagnon considérera le travail auprès des sans-logis aussi important que le travail en milieu syndical, on lui en fera grief en 1947.

La ligue des vétérans sans logis est fondée par des militants communistes fin septembre 1946. Gagnon, qui avait été très actif au sein des Jeunesses communistes au début des années 40 et qui était déjà impliqué dans l'organisation des « vétérans sans logis », est désigné par le comité provincial pour prendre en charge le travail de cette organisation. Il en est officiellement vice-président. Selon Choko, « il semble qu'au début la Ligue ait eu comme objectif de servir de base de harcèlement contre la Légion canadienne, que l'organisateur provincial de langue anglaise, Harry Binder, voulait tenter de noyauter ¹⁰³ ». La fougue avec laquelle Gagnon se lancera dans la bataille, dès octobre 1946, occasionnera certains problèmes d'encadrement aux dirigeants du P.O.P. Ce mouvement fut le plus important mouvement de revendication des travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal. Gagnon, partisan de l'action directe, n'est pas étranger à l'orientation radicale qu'a prise la Ligue des vétérans : « Mais la Ligue, plutôt que de faire valoir des revendications, va opter pour un mouvement d'occupation, ce qui sera accepté par la direction provinciale du P.O.P., H. Binder suggérant même l'idée d'occuper des maisons de jeu. Il semble toutefois que les dirigeants du P.O.P. n'avaient pas prévu que le premier « squatter » serait H. Gagnon, qui devient ainsi le porte-parole de la Ligue et son président, le 24 octobre 1946. Assez rapidement des dissensions

¹⁰² Sur ce sujet voir l'intéressant travail effectué par Marc CHOKO, *Cent ans de crises du logement à Montréal*, vol. 1 (1861-1939), C.R.I.U. - Université de Montréal, avril 1979, 302 pages. L'Annexe C porte sur « le mouvement des squatters de 1946-1947 », pp. 252-270. Choko rapporte que pas moins de 400 à 500 articles de journaux ont couvert ce sujet en moins d'un an (p. 254). Pour pousser l'analyse de ce mouvement populaire des sans-logis, le cadre théorique de France Fox PIVEN et Richard A. CLOWARD, auteurs de *Poor Peoples' Movements. Why They Succeed. How They Fail*, New York, Pantheon Books, 1977, serait très pertinent. Voir chapitre 1er de leur ouvrage : « The Structuring of Protest », pp. 1-40.

¹⁰³ CHOKO, op. cit., p. 258.

vont apparaître au sein de la direction provinciale du P.O.P., les membres de langue anglaise, entraînés par H. Binder, voulant faire cesser le mouvement d'occupation ¹⁰⁴. »

Henri Gagnon, qui réintégrera le Parti après en avoir été exclu en 1947, s'est expliqué en 1956 sur ses difficultés avec la direction provinciale : « Le camarade Binder exprimait l'avis qu'il fallait cesser le mouvement des « squatters » et que la « prise des maisons [76] de jeu » par les vétérans jetait de la confusion dans le public et que l'angle anti-vice portait préjudice au mouvement des « squatters ». J'étais d'avis contraire, de plus j'expliquais que cette affaire de maison de jeu loin de nuire renforcerait notre mouvement. Je fus assez surpris de cette position de Harry car l'idée originale de prendre une maison de jeu venait de lui-même. Cependant, après une discussion assez vive, il me fut permis de continuer ces opérations ¹⁰⁵. » Le travail de Gagnon continua d'être critiqué. Les militants anglophones vont être retirés un à un de la Ligue et diverses rumeurs vont courir, accusant Gagnon de gauchisme, pour finir six mois plus tard sur le ton de la calomnie, alors qu'il était absent de Montréal pour un stage de formation à l'école du Parti à Sudbury. Selon Gagnon, « voilà ce qui se disait en certains milieux : L'affaire des vétérans est plus nuisible au Parti qu'elle ne lui aide. L'idée s'étendra parmi les personnes qui ne connaissaient rien des activités de la Ligue que ce n'est pas là une lutte révolutionnaire mais de l'humanisme. Le camarade Brunelle pour sa part ira beaucoup plus loin, il déclarera qu'il est impossible d'accomplir ce travail sans l'aide de la police. Au camarade Dubé, il dira plus encore, il déclarera que Gagnon n'est nul autre qu'un agent de la RCMP ¹⁰⁶. »

On peut facilement comprendre que les solides costauds du groupe de Gagnon inquiétaient la nouvelle direction du P.O.P. formée davantage d'intellectuels respectables plus à l'aise dans les soirées culturelles que dans les occupations de logis ¹⁰⁷. Cette direction provinciale qualifiée par Gagnon et Samuel de « libérale », « petite-bourgeoise » et « embourgeoisée » sera effectivement peu encline à encourager et applaudir les fougueuses initiatives de Gagnon qui ne se laissait pas encadrer facilement. En 1948, dans un article qui retrace toute l'histoire de Gagnon du point de vue de la direction, Oscar Roy rappelle que, dès l'été 1947, Gagnon et ses amis formaient une « faction qui avançait une ligne de déviation de nationalisme ». On reproche à cette « faction » de « compter sur l'attraction personnelle, sur l'amitié cultivée

¹⁰⁴ Le Parti ouvrier-progressiste a largement publicisé cette lutte. Voir GAGNON, « Les condamnés de Sainte-Hélène », *Combat*, 11 janvier 1947, 1 ; CHOKO, op. cit., pp. 258-259.

¹⁰⁵ GAGNON, « Estimation de la période 1947-1956 », miméo, 1956, p. 4.

¹⁰⁶ Idem, p. 5.

¹⁰⁷ La ligue des vétérans bénéficiait de l'aide des militants de l'Union des marins canadiens (C.S.U.) pour les déménagements et la garde des maisons occupées. De plus, la direction provinciale se méfiait des actions trop spontanées de Gagnon.

pour Gagnon et Samuel avant le Parti ¹⁰⁸ ». Ses manques de discipline, ses initiatives spontanées, ses tendances populistes et anarchistes devaient scandaliser [77] plus d'une fois la jeune direction stalinienne pour qui les premières qualités sont d'abord et avant tout la discipline et l'esprit de Parti.

Pour les dirigeants provinciaux, « communistes respectables » de l'après-guerre, qui avaient remplacé à la direction les vieux bolcheviks de la première heure, les mémoires au Parlement apparaissaient plus efficaces que les actions spectaculaires du groupe de Gagnon. Son enthousiasme débridé à servir ses frères de classe était presque devenu embarrassant pour certains dirigeants, qui chercheront à s'appuyer sur la direction centrale pour briser ces « gauchistes » francophones impénitents. Gagnon reprochera à l'équipe dirigeante de s'appuyer bureaucratiquement sur Toronto au lieu de véritablement s'expliquer avec la base militante qu'il constituait partiellement au Québec. Depuis leur retour des forces armées, Gagnon et Samuel ne reconnaissent plus leur Parti, ils considéraient Danielle Cuisinier, Gui Caron, le docteur Longpré, Pierre Gélinas trop intellectuels. Ils accuseront ces « personnalités respectables » qui avaient le soutien du prestigieux intellectuel du Parti - le professeur Roger - de tenir à l'écart les vieux militants moins formés théoriquement. Faut-il se surprendre que la direction provinciale ait trouvé chez le responsable de l'école du Parti un allié indéfectible dans la lutte contre le spontanéisme et le gauchisme de Gagnon ? On comprend mieux dans ce contexte pourquoi, en 1947-1948, Gagnon rappelle qu'une direction communiste a le devoir de maintenir « une forme illégale (clandestine) d'organisation parallèlement aux formes légales d'organisation ¹⁰⁹ ». Entre Gagnon et la direction québécoise, le manque de confiance s'était installé avant le Congrès d'octobre qui sera en quelque sorte un règlement de comptes.

Le 5e Congrès provincial : octobre 1947

À l'été 1947, alors que la situation ne s'était pas encore détériorée au sujet de l'importance à accorder au travail parmi la Ligue des vétérans sans logis, le P.O.P. semblait prêt à modifier son attitude face au mouvement nationaliste québécois. Ainsi, Oscar Roy en juillet 1947, dans « Développements importants dans le [78] mouvement nationaliste ¹¹⁰ », écrivait que le mouvement nationaliste qui jusque-là

¹⁰⁸ Roy, « Les aboyeurs anti-parti », dans *Action*, nov. 1948.

¹⁰⁹ GAGNON, Contribution pour l'avancement des forces progressives dans Québec, vol. 1, n° 1, 1948.

¹¹⁰ Voir FOURNIER, *Communisme et Anticommunisme au Québec*, p. 104. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT] Les principaux articles sont : O. Roy, « L'enjeu des aspirations nationales à Lachute », *Combat*, 24 mai 1947, 1 ; « Développe-

« n'avait pas de base dans la vie du peuple » et véhiculait des « idéaux vagues comme la famille, l'Église et nos traditions », a maintenant développé une « politique de réalité » et qu'il existe au sein du mouvement nationaliste un « groupe qui préconise un nationalisme réformateur ». Dans un autre article, « L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste », le même Oscar Roy qui reprochera en septembre 1947 à Henri Gagnon d'employer l'expression « faux nationalisme » pour désigner l'idéologie duplessiste voyait parmi les tâches du mouvement ouvrier celle de « défendre le nouveau groupement d'éléments nationalistes progressistes contre les tentatives de la réaction (...) on lui assurera ainsi la liberté de suivre son évolution naturelle et de lutter aux côtés des forces ouvrières progressistes ¹¹¹ ». Roy voyait également comme tâche de « développer une action unie entre le mouvement ouvrier et ce nouveau groupement sur des points précis, comme la question du logement, sécurité sociale ¹¹² », etc., sans donner, dira-t-il, « un appui inconditionnel à la lutte pour la défense de l'autonomie provinciale ¹¹³ ». Dans son accusation de nationalisme portée contre Henri Gagnon, en septembre 1947, Oscar Roy apporte cette précision : le P.O.P. est prêt à travailler avec certains nationalistes « dans la mesure où l'on reconnaît qu'on ne peut défendre les intérêts nationaux véritables qu'en appuyant la lutte de la classe ouvrière pour le socialisme ¹¹⁴ ». Nous avons évoqué dans une section précédente ¹¹⁵ le débat opposant Gagnon à Oscar Roy qui ne défendait pas sans dogmatisme la ligne « juste » au Parti sur la question des relations fédérales-provinciales.

Or, au 5e Congrès, l'équipe dirigeante québécoise dépose une résolution-surprise, qui dénonce la « fraction nationaliste, anti-marxiste qui s'est opposée à la direction du centre du Parti ». Samuel Walsh présente ainsi les circonstances de l'affrontement : « Il faut reconnaître toutefois que la critique d'Henri Gagnon et de quelques autres membres fut introduite à la veille du Congrès d'octobre 1947 par le comité provincial sortant dans une « résolution surprise » sans avertissement préalable. De plus, le président [79] du Congrès n'a pas permis la discussion sur l'ordre du jour et a procédé au vote précipitamment même si l'ordre du jour tel que proposé ne pouvait manquer d'avoir une grande influence sur la manière d'élire le nouveau comité provincial. Ces deux atteintes à la démocratie interne (telle que stipulée dans les statuts du Parti) étaient des erreurs graves qui ont précipité une scission préma-

ments importants dans le mouvement nationaliste », *Combat*, 18 juillet 1947, 1, et « L'apport de la classe ouvrière dans le mouvement nationaliste », *Combat*, 26 juillet 1947, 1.

¹¹¹ Roy, *Combat*, 26 juillet 1947, 1, dans FOURNIER, op. cit., p. 105.

¹¹² Ibidem.

¹¹³ Ibidem.

¹¹⁴ Roy, « Discussion sur les relations fédérales-provinciales soulevée par le camarade Henri Gagnon », *Action*, sept. 1947, 32.

¹¹⁵ Voir la section III, 2 sur ce débat.

turée sans que les membres puissent vraiment saisir le fond des différends politiques et la gravité du fractionalisme d'Henri Gagnon ¹¹⁶. » Les représentants principaux de cette « faction » sont identifiés comme étant E. Samuel, G. Pellerin et M. Lapalme avec l'appui de Henri Gagnon. La résolution leur reprochait (1) de refuser de défendre le point de vue de la direction sur la question des relations fédérales-provinciales, (2) de refuser de privilégier le travail en industrie au profit du travail avec des groupes en dehors du prolétariat industriel, (3) d'exprimer ouvertement une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme, de faire de l'antisémitisme et de propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti, (4) de négliger le travail théorique et (5) de prendre une attitude d'hostilité envers la direction du centre du Parti et tenter d'organiser une faction en opposition à la direction du Parti ¹¹⁷.

Le point de vue « officiel » apporté par S. Walsh résume ainsi le problème : « Après la guerre un certain nombre de membres du Parti avec Henri Gagnon à leur tête n'étaient pas satisfaits de la politique du Parti sur la question nationale. Leurs interventions en 1947 et même dix ans plus tard, (...) démontrent qu'ils avaient énormément de difficultés à préciser leurs différends, face aux accusations de nationalisme portées contre eux. Mais ce fut leur fractionalisme inguérissable, en particulier celui de Henri Gagnon, qui a mené à l'expulsion de quelques-uns d'entre eux en 1947 ¹¹⁸. » En fait, les accusés feront porter leurs critiques sur trois points en particulier : la question nationale, le manque de démocratie dans le Parti et la façon de mener le travail dans les masses.

En 1948, Henri Gagnon s'est expliqué clairement sur ses divergences à propos de la question nationale : il accuse la direction de « fermer les yeux sur le problème national lui-même ¹¹⁹ » : « Le refus d'envisager ce problème comme facteur existant dans la lutte [80] des classes est du « nihilisme national ». (...) La tendance la plus prononcée chez nos nihilistes nationaux, c'est de se prononcer sur les aspirations nationales après qu'ils auront soigneusement mis de côté le droit qui est au cœur même des aspirations nationales : le droit de la libre disposition nationale. Lorsqu'ils parlent de ce droit, c'est pour en renvoyer la lutte dans un lointain futur ou, encore, pour le placer comme un problème qui aura sa solution après le socialisme ¹²⁰. »

Marcel Fournier a montré que la scission ne s'explique pas que par les divergences sur la question nationale : « Ce n'est donc pas seulement parce que le Parti ou-

¹¹⁶ WALSH, « L'évolution de la politique nationale... », p. 26.

¹¹⁷ La résolution est reproduite en entier dans FOURNIER, op. cit., pp. 108-109.

¹¹⁸ WALSH, « L'évolution de la politique nationale... », p. 26. L'auteur tente de mettre en contradiction les positions de Gagnon sur la question nationale, comme a tenté de le faire à l'époque Gui Caron.

¹¹⁹ GAGNON, *Contribution*, vol. 1, n° 1, 3-4.

¹²⁰ Idem, 8 février 1949, n° 3, 5.

vrier-progressiste néglige la « question canadienne-française ». Il y a certes au sujet des ententes fédérales-provinciales une divergence, les éléments les plus « nationalistes » du Parti refusant tout accroissement des pouvoirs (de taxation) et des responsabilités du gouvernement fédéral. Mais le conflit qui oppose alors les dirigeants québécois du P.O.P. comme Gui Caron, le Dr Longpré, Danielle Cuisinier à des militants francophones du Parti, dont Henri Gagnon, E. Samuel, E. Dubé touche aussi au mode de fonctionnement, à l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du Parti ¹²¹. »

Charles Halary fait remonter la cause de la scission de 1947 à la politique d'appui du P.O.P. à la conscription, de 1942 à 1944 : « Le P.O.P. ne pouvait donc soutenir le mouvement anti-conscriptionniste contre ce gouvernement auquel il s'était rallié dans la pratique. Cette attitude entraîna l'apparition de militants oppositionnels dans la section québécoise du P.O.P. parmi les ouvriers francophones ¹²². » Il n'en fait pas la seule cause du mécontentement des militants québécois : « Leur critique passait en revue la question nationale, le droit de discussion à l'intérieur du P.O.P. et surtout l'attitude à adopter vis-à-vis de la lutte économique et du travail syndical. De fait cette critique provenant de militants ouvriers francophones a imposé le premier et le seul véritable débat politique fondamental au sein du P.O.P. au Québec ¹²³. » Halary, comme les partisans de la thèse « indépendance québécoise et socialisme », semble se rallier aux positions exprimées par Gagnon dont « le mérite (...) est de commencer à effectuer [81] la première tentative consciente au Québec de relier la question nationale au développement de la conscience de classe parmi les travailleurs francophones ¹²⁴ ».

L'analyse des communistes d'En Lutte ! rejette tout autant le chauvinisme anglo-saxon de la direction centrale que le « nationalisme étroit » de Gagnon. Dans leur « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un Parti prolétarien », les rédacteurs d'*Unité prolétarienne* affirment : « Le P.O.P. et avant lui le P.C.C. a toujours eu une ligne erronée sur la question nationale québécoise, n'a jamais été un ferme défenseur du droit de la nation québécoise à s'autodéterminer, ni un solide combattant contre le chauvinisme de grande nation au Canada anglais. Au 5e Congrès du P.O.P. (...) une scission éclata au sein du Parti sur sa ligne chauvine concernant la question nationale. (...) Le chauvinisme de grande nation des militants du Canada an-

¹²¹ FOURNIER, op. cit., pp. 107-108.

¹²² HALARY, Étude sur la question nationale.... p. 274.

¹²³ HALARY, op. cit., p. 274. Dans « L'influence du marxisme au Québec », revue *Politique - Aujourd'hui*, nos 7-8 (1978), 126. Halary explique les divergences : « C'est ainsi qu'en 1947, la quasi-totalité de l'aile ouvrière francophone dirigée par Henri Gagnon du P.C.C. fut expulsée en manifestant son désaccord avec la politique pro-libérale, les tendances économistes et la bureaucratisation interne du Parti ».

¹²⁴ HALARY, Étude sur la question nationale.... p. 276.

glais avait aiguisé le nationalisme étroit chez les militants du Québec. Du point de vue des intérêts du prolétariat canadien dans son ensemble, les deux parties avaient tort car cela conduisit à renforcer la division du prolétariat sur des bases nationales ¹²⁵. »

Emery Samuel, qui avait dirigé le travail des communistes du Québec de 1939 à 1943 et qui sera directement visé par la résolution de l'exécutif de 1947, reprochera à la direction du Parti de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente contre le chauvinisme anglo-saxon : « L'entente à l'intérieur du P.O.P. était fondée sur la proposition que (...) les membres de langue anglaise acceptaient l'existence bi-nationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limitée au Québec. Les Canadiens-anglais du P.O.P. à l'exception du petit groupe montréalais n'ont jamais accepté que le Canada soit un État bi-national, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet ¹²⁶. » Henri Gagnon a porté le même jugement à plusieurs reprises. Ainsi, dans son intervention à la Commission d'enquête interne au Parti sur les événements de 1947, il rappelait : « Durant plusieurs années, le Parti n'a pu adopter une approche conséquente vis-à-vis le fait national au Canada français. Pour plusieurs années, [82] notre Parti s'est limité à prendre position que sur les aspects économiques du problème national ¹²⁷. »

La deuxième grande critique porte sur le mauvais fonctionnement du centralisme démocratique. Dans son « estimation sur les événements de 1947 » Gagnon est très catégorique : « Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper : les violations du centralisme démocratique ont conduit à la division dans les rangs du Parti et à la liquidation des forces dans le secteur de langue française ¹²⁸. » Non seulement accusait-il la direction du P.O.P. d'avoir une ligne politique erronée sur la question nationale, mais il s'en prenait à la manière bureaucratique de la faire passer. Même Gui Caron, dans sa lettre de démission en 1956, dans une sorte d'« autocritique » avouera : « Nos discussions concernant 1947 ont été un facteur additionnel (pour démissionner, n.d.l.r.). À la suite des révélations (de Khrouchtchev), j'ai pensé que nous devrions ré-examiner l'histoire récente de notre propre parti à la lumière de ce qui

¹²⁵ *EN LUTTE!* « Brève histoire de la lutte pour la reconstruction d'un parti prolétarien », dans la revue *Unité prolétarienne*, n° 7 (vol. 2, n° 1), octobre 1977, 17.

¹²⁶ E. SAMUEL, « Lettre d'un exilé », dans la revue *la Voie canadienne* (mars-avril 1960), 18. Après la scission de 1947, M. Samuel s'est établi en Colombie britannique. En 1974, il a accepté de nous accorder de longs entretiens sur l'histoire du Parti et son activité communiste au Québec. Sa conférence publique a été enregistrée et des vidéos ont également été réalisés par l'équipe de recherche sur le Mouvement ouvrier politique du Département d'histoire de l'U.Q.A.M.

¹²⁷ GAGNON, « Intervention à la Commission d'enquête sur les événements de 1947 », 1956, 22.

¹²⁸ IDEM, « Estimation sur les événements de 1947 », ronéo, 1956, 9.

est survenu là-bas. (...) Je suis venu à la conclusion que nous étions profondément dans l'erreur en 1947, quand nous avons présenté devant le congrès provincial une résolution relevant de tout poste dans le parti trois membres du comité provincial, alors que les accusations contre eux n'avaient jamais été discutées avec eux dans le comité provincial. Je suis venu à la conclusion que nous avons agi d'une façon non-démocratique et que nous portions la principale responsabilité pour la scission qui s'est produite ¹²⁹. »

La troisième divergence concernait la façon d'entrevoir le travail dans les masses et particulièrement le travail syndical. D'un côté, la direction du P.O.P. reprochait au groupe de Gagnon de ne pas vouloir s'impliquer totalement dans le travail syndical. La Résolution de 1947 disait : « Au lieu de concentrer tous les efforts vers le support et la participation active aux luttes du prolétariat industriel la minorité veut s'en isoler, négliger le travail industriel et porter l'attention surtout sur les rapports avec des groupements en dehors du prolétariat industriel ¹³⁰. » De l'autre, Gagnon soutenait que l'action de la Ligue des vétérans sans-logis était positive et que les [83] communistes devaient établir des liens avec les locataires, les organisations nationalistes et les jeunes travailleurs chrétiens notamment. Gagnon se heurtait au dogmatisme de certains dirigeants du P.O.P. et faisait face aux multiples accusations tendant à discréditer son travail qualifié de « réformiste » et d'« humaniste » auprès des sans-logis. Gagnon et son groupe avaient donc une autre conception du travail pratique parmi le peuple que celle des « intellectuels » de la direction. Gagnon s'était par ailleurs attiré beaucoup de publicité par son travail à la Ligue et n'acceptait pas facilement de quitter la scène, et de remettre en question son travail à la base. Il prendra l'offensive contre la direction provinciale : « Vouloir concentrer tous les efforts sur les luttes du prolétariat industriel, c'est tout simplement refuser de conduire la bataille contre le capitalisme dans sa plénitude. C'est réduire la politique communiste au niveau de la politique trade-unioniste ¹³¹. » Et dans le même numéro de *Contribution* de 1949 : « Notre façon d'aborder les organisations petites bourgeoises et nationales ne nous rapproche pas des milliers de personnes qui suivent ces organisations mais plutôt nous en éloigne. Combien y a-t-il de membres de notre Parti qui comprennent qu'un de leurs devoirs est justement de se créer des relations avec des personnes appartenant à d'autres groupements tels la J.O.C., Société St-Jean-Baptiste, organisation nationale ¹³² ? » Concernant le travail dans les syndicats, il y dénonce l'économisme : « Dans certains cas, notre travail se limitera à atteindre certains postes stratégiques pour ensuite régner par décrets dans certaines branches du mouvement ouvrier. Dans d'autres cas, la discussion des

¹²⁹ CARON, Lettre de démission de 1956, page 5.

¹³⁰ Résolution du 5e Congrès provincial, 1947, reproduite dans *Contribution*, 8 février 1949,

¹³¹ GAGNON, *Contribution*, 8 février 1949, 8-9.

¹³² *Idem*, 12.

problèmes et la prise de décisions se limiteront au bureau et à l'exécutif de l'union pour être ensuite transmis comme un décret dans les groupes industriels. En d'autres mots, ne pas combattre la tendance économiste, c'est glisser vers le bureaucratisme syndical ¹³³. » Charles Halary poussera encore plus loin cette critique, en y voyant la cause de l'expulsion des communistes des syndicats, en adoptant un point de vue trotskyste : « Implantés généralement bureaucratiquement dans le mouvement syndical au cours de la guerre à cause de leur politique de Front National et de leur alliance tacite avec le Parti libéral contre les mouvements de grève, les militants du P.O.P. en furent [84] chassés tout aussi bureaucratiquement après la guerre. (...) Aucune réaction de la moindre fraction de la classe ouvrière québécoise ne fut enregistrée pour s'opposer à la chasse aux membres du P.O.P. Celui-ci payait sa renonciation à donner une éducation communiste aux ouvriers dans les unions où il était influent ¹³⁴. »

Nous ne partageons pas ce point de vue ; outre le fait que les syndicalistes communistes ont bâti de façon militante les syndicats industriels et non de façon bureaucratique comme l'affirme Halary, il est un peu facile d'attribuer à l'absence d'éducation communiste un rôle aussi déterminant dans la répression généralisée de l'après-guerre. Pour conclure que le travail dans les syndicats fut principalement économiste, il faudrait approfondir notre enquête.

Au Congrès d'octobre 1947, la scission n'opposa donc pas deux lignes clairement définies sur la question nationale et les relations fédérales-provinciales. Il ne faudrait pas caricaturer la position du groupe de Gagnon en disant qu'il voulait défendre « l'autonomie provinciale » et s'opposer à l'introduction, par le gouvernement libéral fédéral, d'importantes réformes sociales, pour ensuite s'opposer à cette position ¹³⁵. Les accusés de 1947 n'avaient pas formulé explicitement une position de rechange à la ligne critiquée. Au delà de la question nationale, c'est toute la façon de diriger de l'équipe provinciale s'appuyant bureaucratiquement sur le palier supérieur qui a entraîné une attitude d'hostilité de la part des dissidents et le développement de ce qui fut appelé la « faction nationaliste ». L'attitude rigide, pour ne pas dire « dogmatique », de la direction du P.O.P. avait rendu très difficile la résolution des contradictions au sein du Parti. Plutôt que d'engager un véritable débat avec ses militants ouvriers de la base, il fut plus facile pour la direction de procéder à un règlement de comptes radical avec les « gauchistes » embarrassants, au moyen d'une résolution en provenance de Toronto. D'une certaine façon, Gagnon remettait en cause le fonctionnement de l'autonomie d'action du groupe francophone au sein du

¹³³ Idem, 15.

¹³⁴ HALARY, op. cit., pp. 279 et 280.

¹³⁵ C'est un peu ce que fait FOURNIER dans *Communisme et Anticommunisme*, p. 109, lorsqu'il donne raison à la direction du P.O.P. d'avoir agi comme « la plupart des autres éléments progressistes du Québec ».

Parti. C'est pourquoi on le força à démissionner avec Samuel et les autres, entraînant du même coup la défection d'environ 300 des 700 membres francophones du Parti.

[85]

Les relations du groupe de Gagnon avec le P.O.P. après octobre 1947

Après l'éclatement de la section québécoise du P.O.P., les membres exclus et les nombreux démissionnaires qui les suivirent hésitèrent avant de créer un autre Parti. On consacra beaucoup d'énergie à discuter des possibilités de réintégration au Parti. Après la scission, un petit groupe forma la « Ligue d'action ouvrière ». Oscar Roy dans une dénonciation du groupe de Gagnon, en novembre 1948, résume ainsi la situation : « Après enquête menée par le Parti, Henri Gagnon fut expulsé pour ses attaques contre le Parti, les autres à l'exception de Emery Samuel qui a aussi été expulsé, se retirèrent du Parti n'étant pas d'accord avec la politique du Parti. Dans leurs lettres, ils caractérisaient les chefs élus du Parti comme « petits bourgeois » et déviationnistes de droite. (...) cela servait à les rapprocher de plus en plus des trotskistes et leur ralliait un nombre d'individus à tendances anarchistes qui gravitaient autour du Parti. Ils formèrent alors la Ligue d'action ouvrière ¹³⁶. »

En décembre 1947, Tim Buck se rendit lui-même chez Henri Gagnon, de la part du Comité provincial, pour discuter de la possibilité de la réadmission de Gagnon. Selon Oscar Roy, Gagnon aurait exigé que tout le groupe de la Ligue d'action ouvrière puisse réintégrer « en bloc » le Parti. Buck aurait exigé la dissolution immédiate du groupe, la demande d'admission individuelle et l'acceptation par chacun de la politique du Parti. Roy écrit : « H. Gagnon indiqua qu'il considérait de telles conditions inacceptables et qu'en tout cas, c'était lui et son groupe qui était le Parti, qu'il avait le contrôle sur les membres du Parti et qu'il serait mieux pour les chefs du Parti de faire la paix avec lui immédiatement ¹³⁷. » La Ligue fut dissoute. Le P.O.P. y vit « une manoeuvre pour faciliter leur entrée dans le Parti dans le but de continuer la lutte sous d'autres formes ¹³⁸ », sans accepter l'autocritique exigée ni la ligne du Parti. Oscar Roy fait grand état des rapports que certains membres du groupe de Gagnon entretenaient alors avec « un trotskyste notoire, Dawson ¹³⁹ ». En 1948, après la

¹³⁶ Roy, « Les aboyeurs anti-parti », Action, nov. 1948. Il apporte la version officielle de l'époque en retraçant l'histoire de la « faction Gagnon ».

¹³⁷ Ibidem.

¹³⁸ Ibidem.

¹³⁹ Ibidem.

dissolution de la Ligue, [86] les ex-membres du P.O.P. fondèrent une Ligue pour la paix. Les militants du Parti trotskyste formé en 1946, le Parti ouvrier révolutionnaire, s'intéressaient aux activités de la Ligue pour la paix ¹⁴⁰. En mars 1948, les trotskystes faisaient paraître le premier bulletin en français au Québec, *la Vérité* ¹⁴¹. Ils y publiaient une lettre ouverte à la Ligue pour la paix afin d'ouvrir un débat entre le P.O.R. et les dissidents du P.O.P. d'octobre 1947 : « Le P.O.R. caractérisait les oppositionnels comme une tendance de gauche émanant du stalinisme et approuvait dans leurs grandes lignes les critiques effectuées tout en émettant des réserves sur la dynamique pacifiste de la Ligue pour la paix, en lui opposant la nécessité de construire « un parti prolétarien de masse ¹⁴² ». » Ils menaient campagne contre le P.O.P., « parti communiste stalinien », qui avait, selon le P.O.R., appuyé la dernière guerre, brisé les grèves, favorisé le travail accéléré dans les usines, dénoncé les trotskystes et travaillé en faveur de la Conscription ¹⁴³ ! Ils tentèrent sans succès de rallier le groupe de Gagnon ¹⁴⁴.

¹⁴⁰ Sur les origines du mouvement trotskyste au Canada et en particulier l'histoire du Parti ouvrier révolutionnaire, section canadienne de la 4e Internationale, consulter HALARY, *Étude de la question nationale...* (Thèse de doctorat, sociologie, Univ. de Montréal, 1977), pp. 291 à 296 (et p. 280, note 1). On y apprend que pendant la 2e guerre les trotskystes entrèrent dans l'illégalité jusqu'en mai 1945, date où une publication régulière *Labor Challenge*, ouvrit la voie à la formation à l'automne 1946 du P.O.R. Ce parti est essentiellement composé de syndicalistes, peu nombreux toutefois. Au Québec, deux dirigeants importants du C.I.I., Jean-Marie Bédard et Julien Major, constituaient avec Murray Dawson les dirigeants les plus connus du mouvement trotskyste, qui se désintégra au Québec au début des années cinquante en même temps que la grande scission de 1953 sur le plan international.

¹⁴¹ Le journal *la Vérité* est une publication miméographiée mensuelle et son influence se limitait principalement au Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique qui organisait les bûcherons en Abitibi et en Gaspésie - Bas-Saint-Laurent. Dans le numéro 3 (vol. 1) de mai 1949, on trouve le Manifeste du P.O.R. et un historique du trotskysme au Canada. C'est dans le n° 1 (vol. 1) de mars 1949 que le P.O.R. publie une lettre ouverte à la Ligue pour la paix et la démocratie animée par Gagnon. Dans le numéro d'*Action* (du P.O.P.) de mai-juin 1949, 7-11, Pierre Gélinas accusera Gagnon de reprendre les accusations des trotskystes. Voir « Gagnon et les trotskystes : deux armes de l'anticommunisme » : « Que Gagnon et la clique trotskyste ne soient que deux mains du même polichinelle anticommuniste que Duplessis fait danser au Québec, c'est ce qui est évident aujourd'hui (p. 10). » Gagnon est accusé d'attaquer le leader national du P.O.P., de ne pas défendre l'U.R.S.S., d'aider les propagateurs de l'anticommunisme et d'adopter les analyses trotskystes.

¹⁴² *La Vérité*, organe du P.O.R., mars 1949, 9, dans HALARY, op. cit., 280, note 1.

¹⁴³ *La Vérité*, mars 1949, 4, dans C. HALARY, op. cit., 292.

¹⁴⁴ Selon HALARY (Thèse de doctorat, p. 295), « Sur la question nationale le P.O.R. semblait plus préoccupé de ses répercussions sur le mouvement ouvrier que le P.O.P. mais aucune prise de position précise n'en découlait au niveau politique. Le P.O.R. manqua une chance de consolider un pôle communiste alternatif à celui représenté par le courant stalinien du

Ce n'est qu'en 1949 que le groupe Gagnon fonda le « Parti Communiste du Canada français » dont la publication mensuelle *Contribution* s'affichait comme l'« Organe pour l'avancement des forces communistes » et affirmait, toujours en première page que : « L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes ». Ce Parti rival du P.O.P. ne connaîtra qu'une courte existence. Il sera dissous en 1950. Gérard Filion dans le *Devoir* décrivait ainsi la division chez les communistes : « Voilà ce qui se passe chez la poignée de communistes canadiens-français qui s'agitent à Montréal. Ils sont à peine quelques centaines et déjà ils sont divisés en deux et même en trois mouvements ennemis. Il y a des communistes de la commune observance dont l'expression politique est le Parti Ouvrier Progressiste et qui obéissent strictement à la règle du Parti. Il y a aussi un clan de trotskystes, pour qui le groupe de Gui Caron, Pierre Gélinas sont des embourgeoisés et des vendus. Il y a enfin un groupe de communistes nationalistes (sic) qui se réclament de Marx, Engels, Lénine et Staline, mais qui prêchent la nécessité d'un Parti séparé pour le Canada français ¹⁴⁵. » Gui Caron refusera toujours au nom du P.O.P. d'accorder la moindre reconnaissance [87] à ce qu'il a toujours considéré comme un « soi-disant Parti communiste ».

La publication du comité provincial du Québec, *Action*, maintient une vive polémique contre le groupe de Gagnon ¹⁴⁶. Par exemple, dans l'éditorial du mois de mars 1950, Gui Caron accuse le Parti communiste canadien-français d'être « un agent du State Department ¹⁴⁷ ». Dans le même numéro d'*Action*, on publie une lettre du P.O.P. à Henri Gagnon dans laquelle Gui Caron reproche à Gagnon de ne pas appuyer la position du Parti adoptée au 7^e Congrès provincial qui consistait à « réclamer une constitution canadienne qui reconnaisse explicitement le droit du Canada français de ne pas être entraîné en guerre contre son gré ¹⁴⁸ ». Caron reproche au dirigeant de la « faction » d'avoir dans un premier temps accusé le Parti d'avoir adopté une politique de « nihilisme national » et, dans un deuxième temps, « voilà que vous aboutissez en nous accusant de « vouloir placer la nation avant tout et au-dessus de tout »

P.O.P. en ne menant pas à bien le débat avec le groupe de militants ouvriers francophones qui avaient quitté le P.O.P. en 1947. »

¹⁴⁵ Gérard FILION, *le Devoir*, éditorial du 13 juillet 1949.

¹⁴⁶ Parmi les principaux articles dénonçant le groupe Gagnon, consulter ceux de novembre 1948 (contre la revue *Contribution*), janvier 1949 (dans le rapport du 6^e Congrès, déclaration du P.O.P. refusant les réadmissions de H. et Yvonne Gagnon, Évariste et Angéline Dubé, Guy et Jeanne Desjardins, Mme Morand et Albert Binette ; février-mars 1950 (Éditorial de Caron et Lettre du P.O.P. à H. G.) ; août 1951 (le rapport du 9^e Congrès aborde le cas de Gagnon) et septembre 1951 (dénonciation du groupe de l'Unité ouvrière de Gagnon).

¹⁴⁷ Éditorial, dans *Action*, mars 1950.

¹⁴⁸ « Lettre du P.O.P. à Henri Gagnon », dans *Action*, févr.-mars 1950, 7.

en nous accusant de nationalisme ¹⁴⁹ ». « Est-ce un écart de la position marxiste sur la question nationale que de réclamer un des aspects les plus importants du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ? » se demande paradoxalement le chef de la section québécoise du P.O.P. Dès 1950, la question du droit à l'autodétermination pour la nation canadienne-française devient plus présente dans les textes du P.O.P. Commentant la proposition adoptée au 7^e Congrès sur le projet de nouvelle constitution, O. Roy y voit « l'expression vivante, dans des termes qui peuvent atteindre et remuer les masses, du droit de la nation canadienne-française à disposer d'elle-même ¹⁵⁰ ». En août 1951, le Rapport du 9^e Congrès provincial aborde de nouveau le cas de Gagnon, qui vient de dissoudre son « Parti » mais qui a lancé une nouvelle publication signée par le « Groupe de l'unité ouvrière ». Le P.O.P. conclut que Gagnon est résolu à maintenir à tout prix un groupe organisé en opposition au P.O.P. On le considère toujours comme un « scissionniste et diviseur professionnel ¹⁵¹ ». En septembre 1951, *Action* publie un article signé par le comité provincial du P.O.P. : « Gagnon continue à maintenir son organisation, avec le seul changement de [88] nom. Il a repris la publication de son « organe » « L'Unité » dont le sous-titre (« Pour la paix et l'instauration du socialisme ») (...) révèle sans aucun doute possible l'identité politique du soi-disant « Parti communiste » et du groupe d'« Unité ouvrière ». Les membres sont les mêmes, le programme est le même, les activités sont les mêmes. (...) Gagnon seul porte la responsabilité du fait qu'il se trouve encore en dehors du Parti ¹⁵². »

Les tentatives de Gagnon pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste avaient échoué. Au 6^e Congrès provincial, les dirigeants avaient émis une déclaration, publiée dans le numéro d'*Action* de janvier 1949, qui expliquait le refus de réintégrer au Parti une dizaine d'ex-membres. On demandait aux « factionalistes » de reconnaître et de corriger leurs erreurs et on concluait que « leurs applications pour réadmission au Parti font partie de leurs tentatives pour introduire à nouveau dans le Parti leur activité factionnelle et leur idéologie nationaliste petite-bourgeoise. Toute leur campagne pour réadmission au Parti a été conduite sur la base de leur « droit démocratique » de partager des opinions anti-marxistes et de lutter pour les faire reconnaître dans le Parti ¹⁵³. »

¹⁴⁹ Ibidem.

¹⁵⁰ Ibidem.

¹⁵¹ « Construisons le Parti de la classe ouvrière, le Parti de la nation canadienne », dans *Action*, août 1951.

¹⁵² « Henri Gagnon et l'« Unité ouvrière » », par le comité provincial du P.O.P., *Action*, septembre 1951, 5.

¹⁵³ Contribution, mars 1950, vol. 2, n° 3, 1 à 7, « Lettre ouverte à M. Caron ». La lettre est datée du 27 février 1950 et constitue une réponse à la lettre envoyée par Caron à Gagnon le 16 février 1950.

Dans son numéro de mars 1950, *Contribution* publie une « Lettre ouverte à M. Caron », datée du 27 février 1950, l'invitant à convoquer « une conférence où serait discuté le problème de l'unité des forces communistes ». Gagnon rejette l'attitude du P.O.P. qui lui attribue le monopole de l'erreur. Gagnon y rappelle les tentatives de son groupe pour réintégrer le Parti ouvrier-progressiste ; parlant au nom du Parti communiste canadien-français, Gagnon souligne les gestes d'unité de son groupe : « Chez les membres de notre groupe ce désir de travailler à l'unité des forces communistes n'est pas un fait nouveau. Déjà en 1948, la Ligue d'action ouvrière qui n'était pas un Parti fut dissoute à la demande du P.O.P. sans que cela n'apporte aucun résultat. En 1949, plus de 140 militants ouvriers, sans Parti, vous adressaient une pétition demandant de convoquer une conférence où serait discuté le problème de l'unité. (cf. *Contribution*, vol. 1, n° 6, juin 1949). Ce n'est qu'après et à la suite de votre refus de considérer toutes ses demandes que se forma en 1949 le Parti communiste du [89] Canada français. Mais je tiens à vous faire remarquer que dans la même période nous déclarions dans *Contribution* : « Conscients de notre devoir nous avons pris la responsabilité de demander au Parti ouvrier progressiste d'appeler une conférence. Pour nous, ce qu'il y avait d'important n'était pas de savoir qui avait raison lors du Congrès de 1947. Comme des communistes nous nous tournons surtout vers les nécessités actuelles et vers l'avenir. Ce qu'il y a d'important pour nous, c'est la lutte pour le socialisme en 1949. C'est pourquoi la porte reste ouverte pour toute conférence où seraient discutées franchement les divergences politiques en vue de l'Unification des forces militantes du socialisme ¹⁵⁴. »

C'est dans cette lettre que Gagnon soulignait que l'on a « absolument tort de regarder le Parti communiste du Canada français comme un groupe d'opposition au P.O.P. » et que son groupe ne désirait « d'aucune façon vous amener à reconnaître l'existence du Parti communiste du Canada français ». Il répondait à plusieurs critiques adressées par Gui Caron, en particulier au chapitre de la reconnaissance de ses « erreurs » : « Sur l'absence d'autocritique que vous avez remarquée dans l'Appel à l'Unité que j'ai envoyé à Tim Buck, je ne puis que vous répondre que l'absence d'autocritique ne se fait pas sentir uniquement chez moi. Il ne serait pas incorrect de dire que l'autocritique et la critique manquent depuis beaucoup plus de deux ans. En parlant d'autocritique absente, je ne m'exclus nullement. Sur ce sujet j'espère qu'une Conférence d'unité tiendra place et que c'est sous le signe de l'autocritique que les discussions prendront place, et que l'autocritique sera employée par les uns comme par les autres ¹⁵⁵. » La réconciliation n'eut pas lieu. Le groupe de Gagnon va réduire ses activités, les militants quittant peu à peu en abandonnant la partie. Certains d'entre eux revinrent quelque temps au P.O.P. en 1956. Gagnon réintègre alors pour quelques mois le P.O.P., participe à une vaste enquête sur les événements de

¹⁵⁴ *Contribution*, vol. 2, n° 3, mars 1950, 1.

¹⁵⁵ Ibidem.

1947, écrit dans *Clarté* et relance le débat contre le dogmatisme. Les révélations de 1956 l'amèneront à quitter de nouveau.

Quant au P.O.P., à la veille des élections provinciales de 1952, il lance un « Appel à tous les Canadiens français patriotes ¹⁵⁶ », [90] « qu'ils aient été supporteurs de l'UN ou du Parti libéral ». Pierre Gélinas va jusqu'à donner l'exemple de Papineau comme « un grand moment d'unité nationale » : « Ce n'est pas d'aujourd'hui que les meilleurs fils du Québec cherchent à se libérer de la dictature des vieux Partis. À créer l'unité des Canadiens français au-dessus des petites partisaneries. L.-J. Papineau symbolise un des plus beaux moments de notre histoire. (...) Longtemps Henri Bourassa a lutté pour le même idéal ¹⁵⁷. » Gélinas reprend même des extraits de René Chaloult, dans sa dénonciation des vieux Partis, en insistant sur le « dévouement à la patrie ». En même temps qu'on essaie de se rapprocher des « patriotes sincères », trompés par Duplessis, on tend la main fraternelle aux « catholiques ». Action cite les « paroles chrétiennes » de Mgr Charbonneau en démontrant les liens qui unissent l'humanisme chrétien et le marxisme.

Depuis le 9^e Congrès, dont le Rapport a été publié dans la livraison d'*Action* du mois d'août 1951, le Parti semble avoir adopté la ligne politique « nationaliste québécoise ». Le slogan mis de l'avant à ce Congrès était : « Construisons le Parti de la classe ouvrière canadienne, le Parti de la nation canadienne-française ¹⁵⁸ ». La direction du P.O.P. est de plus en plus consciente de la question québécoise. Le Parti lutte pour accentuer son travail en milieu francophone. Ainsi Camille Dionne écrit dans « La bataille pour *Combat* » qu'il faut hausser la diffusion de *Combat* dont la publication a été temporairement interrompue par Duplessis qui a cadenassé les bureaux de la presse, chez les francophones : « Certains camarades remarquent souvent que nous n'avons pas suffisamment de littérature de langue française dans le Parti. C'est juste. Une des méthodes de combler cette lacune, c'est en bâtissant la circulation de *Combat* ¹⁵⁹. »

Le nouveau programme du P.O.P., « premier document de ce genre que nous avons adopté depuis les années 1930 ¹⁶⁰ », rendu public avant les élections de 1952, reconnaissait enfin explicitement les droits nationaux des Canadiens français, « y compris le droit de sécession du Canada français ». Il déclare que « le Canada [91] anglais ne saurait imposer au Canada français aucune institution, changement social ou politique contre la volonté du peuple de Québec. (...) Il confirme (...) l'identité d'in-

¹⁵⁶ GÉLINAS, « Union de tous les patriotes », dans *Action*, janvier 1952, 1-5.

¹⁵⁷ Ibidem.

¹⁵⁸ Rapport au 9^e Congrès. Août 1951, *Action*, Gui CARON, « L'axe St-Laurent - Duplessis, ennemi avéré de la paix, la sécurité et les droits du Canada français », 25 p.

¹⁵⁹ Camille DIONNE, « La bataille pour *Combat* », *Action*, janvier 1952.

¹⁶⁰ CARON, « Les 30 ans du Parti de la Nation », ibidem.

térêts de la classe ouvrière canadienne et de la nation canadienne-française toute entière, à l'exception d'une poignée de « chouayens », traîtres à leur patrie ¹⁶¹. » Le Parti serait-il passé d'une position « chauvine » à une position « étroitement nationaliste » ? La surenchère nationaliste pratiquée par Duplessis et sans doute la crise de 1947 ont forcé le P.O.P. à tenir compte davantage du problème national québécois. Dans la déclaration du Comité provincial du P.O.P. sur les élections provinciales qui avaient réélu Duplessis en 1952, on faisait cette analyse : « La différence entre la campagne de Duplessis en 1952 et celle de 1948 indique qu'il devient quasi impossible de soutenir effectivement sa ligne démagogique de nationalisme (...) Il est clair que la lutte pour l'indépendance nationale continuera à prendre de plus en plus d'importance au fur et à mesure que le peuple comprendra que les intérêts nationaux sont trahis aussi bien par l'Union nationale que par les Libéraux ¹⁶². » L'adoption d'une ligne nationaliste par la section québécoise du P.O.P. est également liée à la position de Staline sur la question nationale, comme l'a démontré N. Penner.

IV. - le rapport Khrouchtchev et le P.O.P., 1956-1957

[Retour à la table des matières](#)

Le 24 février 1956, au cours du XXe Congrès du P.C.U.S. tenu trois ans après la mort de Staline, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du comité central du Parti, prononça le célèbre « rapport secret » sur le « culte de la personnalité » en U.R.S.S. Véritable réquisitoire contre le stalinisme, le rapport ne se contentait pas de dénoncer abstraitement les violations de la légalité socialiste, les atteintes à la démocratie au sein du P.C.U.S., les erreurs théoriques, économiques et militaires de Staline et les génocides de minorités nationales, mais il donnait les faits, les chiffres, bien que de façon incomplète, concernant les exécutions sommaires et les procès truqués de milliers de communistes étrangers [92] et soviétiques pendant la période 1934-1953. De plus, le rapport mettait à nu le culte effréné de la personne de Staline que le Parti avait édifié en près de trente ans de pouvoir absolu. Les exemples de ces crimes et de ce culte sont trop connus pour qu'il convienne de s'y arrêter ici ¹⁶³. La plupart des dirigeants du mouvement communiste mondial prirent alors connaissance de ces faits, mais les simples membres n'apprirent l'existence de ce rapport qu'en mars par la presse bourgeoise et ce fut le New York Times qui en publia pour la pre-

¹⁶¹ CARON, *Action*, mars 1952, 4.

¹⁶² Déclaration du P.O.P. sur les élections provinciales de 1952, dans *Action*, août 1952, 8.

¹⁶³ Voir à ce sujet le Rapport Krouchtchev et son histoire de Branko LAZITCH, Paris, Seuil, 1976 (coll. Points d'histoire), qui contient le texte du rapport tel que traduit par le journal *le Monde* en 1956, revu par l'auteur.

mière fois le contenu en juin 1956. Comme l'a signalé Branko Lazitch, aucun P.C., y compris le P.C.U.S., n'a encore publié ce rapport. Aucune étude n'est venue le compléter en U.R.S.S. même ¹⁶⁴ et les seuls effets tangibles qu'il eut en ce pays se matérialisèrent par quelques milliers de « réhabilitations à titre posthume » des victimes du stalinisme. Par ailleurs, les rapports officiels de Khrouchtchev et de Malenkov à ce congrès mirent de l'avant les thèses de la possibilité d'un passage pacifique au socialisme dans certains pays développés et de la coexistence pacifique entre régimes socialiste et capitaliste ¹⁶⁵. Ces dernières thèses seront développées au cours des XXI^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. et elles serviront de justification à la rupture sino-soviétique des années soixante. Quant aux relations entre Partis communistes, elles devaient être maintenant marquées au coin de l'égalité et de la fraternité et les références au Parti-guide se firent de plus en plus rares, du moins pendant une brève période de temps. En fait, cela correspondait à la situation complexe du mouvement communiste qui comprenait alors des Partis au pouvoir, d'autres dans l'opposition, certains en pays développés, d'autres dans les pays du Tiers-monde, et qui voyait surgir concrètement la pluralité des voies menant au socialisme. C'est dans cet esprit que le Kominform fut aboli dès avril 1956.

Au Canada, la direction du Parti convoqua une rencontre de l'exécutif national (N.E.C.) en mai 1956. Dans une lettre que le département d'éducation du N.E.C. avait fait parvenir aux membres en mars, la direction avait précisé les grandes lignes du nécessaire débat que le P.O.P. (qui prenait aussi le nom de Parti ouvrier canadien comme « front électoral » à l'époque) devait tenir [93] sur les implications du rapport secret de Khrouchtchev. Pour la direction, la situation d'ensemble offrait de nouvelles perspectives avec l'édification d'un système d'États socialistes aux côtés de l'U.R.S.S., l'imminence d'une crise du monde capitaliste et les possibilités nouvelles d'alliance que l'on croyait déceler dans la conjoncture politique canadienne avec les socialistes de la C.C.F. Comme on le verra plus tard, cette perspective euphorique tranchait rigoureusement avec la réalité d'un P.O.P. pratiquement absent de la scène politique canadienne et isolé de plus en plus au sein des masses populaires. Quoiqu'il en soit, la direction cherchait à enjoliver la situation d'ensemble pour tenter d'isoler les implications terribles des révélations de Khrouchtchev sur le moral des commu-

¹⁶⁴ Signalons toutefois l'ouvrage critique de l'historien soviétique Roy MEDVEDEV, *le Stalinisme, origines, histoire et conséquences*, Paris, Seuil, Combats, 1972, 638 p. ; Medvedev entreprit ce travail dans la foulée des XXI^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S. alors que les historiens soviétiques étaient mis à contribution pour éclairer le passé de l'U.R.S.S., mais la déstalinisation avorta et les Soviétiques eux-mêmes ne purent prendre connaissance de ce volume qui n'est publié qu'en Occident.

¹⁶⁵ Sur cet aspect voir, entre autres, François FEJTO, *l'Héritage de Lénine*, Librairie générale française, Nouvelle éd. revue et aug., 1977, le Livre de poche, coll. Pluriel, n : 8318, 263-292, et Jacques LEVESQUE, *le Conflit sino-soviétique*, Paris, P. U. F., coll. Que sais-je ? 1973.

nistes canadiens. C'est pourquoi elle choisit dans un premier temps de lancer un appel à la lutte contre le dogmatisme au sein du P.I.P. et reprit à son compte les thèmes du rapport secret contre la culte de la personnalité ¹⁶⁶. Rappelons que ce n'est qu'au mois de juin que les membres purent prendre connaissance du contenu du rapport à travers la presse bourgeoise, puis la Canadian Tribune qui le reproduisit. La direction semblait alors prête à ouvrir une large discussion sur le rapport et ses implications quant à la vie interne du P.O.P. lui-même. Mais cette libéralisation fut rapidement étouffée par Tim Buck ¹⁶⁷. La position de ce dernier était relativement précaire dans pareil contexte : n'avait-il pas lui-même fait l'objet d'un certain culte de la personnalité dans les rangs du P.O.P. et n'avait-il pas largement encouragé celui de Staline ? Ne voyait-il pas, par ailleurs, que les révélations contenues dans le rapport Khrouchtchev risquaient de décevoir bon nombre de militants et de travailleurs à propos de Staline et du système socialiste. Mais il semble que dans un premier temps Buck ait laissé s'exprimer la critique des membres, par choix ou parce que la pression à la base était trop forte, peu importe. Vers la mi-juin, l'exécutif du Parti fit circuler un projet de lettre ¹⁶⁸ à envoyer au C.C. du P.C.U.S. qui exprimait la vive insatisfaction du P.O.P. au sujet des explications fournies par Khrouchtchev sur les raisons des violations de la démocratie socialiste par Staline de 1934 à 1953. Selon le N.E.C., Khrouchtchev n'a fourni aucune explication réellement marxiste des circonstances ayant permis [94] à Staline d'exercer un pareil pouvoir en U.R.S.S. On questionnait ouvertement la direction elle-même du P.C.U.S. sur sa faiblesse devant Staline, sur ses responsabilités devant les révélations et on se demandait comment concilier l'idée que le socialisme s'édifiait en U.R.S.S. pendant que des milliers de communistes étaient tués ou emprisonnés et que la peur avait remplacé la démocratie dans le P.C.U.S. Par ailleurs, le N.E.C. critiquait la « naïveté » du P.C.U.S. qui crut pouvoir garder secret le rapport de Khrouchtchev alors que sa publication par le New York Times avait placé les communistes du monde entier dans une position inconfortable. Qualifiant la situation en U.R.S.S. comme un « calvaire de sang et de souffrances » sous Staline, le N.E.C. tirait les conclusions qui s'imposaient du XXe Congrès. Il fallait d'abord restaurer le principe de l'égalité entre les P.C. De plus, la voie soviétique n'était plus la seule voie vers le socialisme ; chaque parti pouvait contribuer à enrichir la théorie et la pratique du socialisme et, finalement, le P.C.U.S. devait fou-

¹⁶⁶ Discussion of the 20th Congress of the C.P.S.U., lettre du N.E.C., 26 mars 1956, ronéo, 3 p., Archives Robert Comeau.

¹⁶⁷ Voir le point de vue de Buck lui-même sur les effets du XXe Congrès dans *Yours in the Struggle*, les chapitres 41, « Personal impressions of Stalin and Trotsky » ; 42, « The Stalin period » ; 43, « The Twentieth congress of the C.P.S. U. ». Mais Buck demeure avare de commentaires sur le rôle personnel qu'il a joué dans le P.O.P. pour étouffer la libéralisation du Parti et la critique envers le P.C.U.S.

¹⁶⁸ Deux versions furent produites de ce document, l'une le 22 juin, l'autre, le 26, sous les titres respectifs : Draft of letter to National Committee Members, Party clubs and Committees et Statement of the National Executive Committee, L.P.P.

mir davantage d'explications aux Partis-frères. Le N.E.C. allait même jusqu'à s'auto-critiquer pour avoir tardé à tirer les leçons du XXe Congrès, signalant que la dépendance du P.O.P. à l'endroit du P.C.U.S. en était la cause. La deuxième version de ce document insistait sur la question juive en U.R.S.S., la responsabilité collective de la direction du P.C.U.S., l'usage de la peine de mort comme solution aux crises politiques, etc.

De plus, dans une lettre de préparation au prochain Congrès national du P.O.P., le N.E.C. exhortait les membres du Parti à débattre de toutes les questions théoriques et pratiques concernant le Parti, y compris le concept de dictature du prolétariat, et concluait sur un appel à faire du P.O.P. un authentique Parti des socialistes canadiens ¹⁶⁹.

Au même moment, le célèbre dirigeant du Parti communiste italien, Palmiro Togliatti, avançait ses thèses sur l'absence d'une analyse marxiste du phénomène stalinien, la bureaucratisation de l'État soviétique et le « polycentrisme » dans le mouvement communiste international, au cours d'une entrevue qu'il accorda à [95] une revue italienne ¹⁷⁰. La brèche ouverte par Khrouchtchev dans l'édifice du stalinisme risquait maintenant de provoquer l'écroulement de tout l'édifice lui-même ¹⁷¹. Aussi, dès le 30 juin, le C.C. du P.C.U.S. rendit publique une mise au point condamnant ceux qui critiquaient la direction du P.C.U.S. et qui laissaient croire que toutes les explications n'avaient pas été fournies par les dirigeants soviétiques. En juillet, le N.E.C. approuva cette position, à l'exception de Gui Caron et de J.B. Salsberg ¹⁷². Quelques mois plus tard, Buck expliquera que cette déclaration du C.C. du P.C.U.S. « a marqué le point où nous, en tant que Parti, devons revenir aux problèmes canadiens ¹⁷³ ».

Mais il était déjà trop tard, trop de questions avaient été soulevées, trop peu de réponses avaient été données aux membres. En août, Buck dirigea une délégation du P.O.P. à Moscou comprenant Salsberg, L. Morris et W. Kardash. Ce n'est qu'en octobre que la délégation publia les impressions de son voyage après un violent débat opposant Salsberg à Buck sur la question juive notamment ¹⁷⁴. À Montréal, les mili-

¹⁶⁹ Open Wide and Free Discussion of the Party Work, Program and Constitution, N.E.C., ronéo (suite au document du 26 juin 1956).

¹⁷⁰ LAZITCH, op. cit., p. 27. La revue était *Nuovi Argomenti*, n° 20, 16 juin ; l'Unita, organe du P.C. italien, la reproduisit le 17.

¹⁷¹ D'ailleurs, les brèches n'étaient pas qu'idéologiques. 1956 verra l'insurrection ouvrière de Poznan en Pologne, la « révolution hongroise », le conflit Pologne-U.R.S.S., etc. Voir le n° spécial de la revue les Temps modernes de déc. 1957-janv. 1958.

¹⁷² Déclaration de Gui Caron, 19 oct. 1956, 4.

¹⁷³ BUCK, « La voie canadienne vers le socialisme », dans *Clarté*, oct. 1956, 7.

¹⁷⁴ À J.B. Salsberg qui s'inquiétait du sort des Juifs soviétiques, Khrouchtchev aurait dit que « là où s'établit un Juif, pousse une synagogue », sur un ton méprisant (« When a Jew

tants francophones et anglophones n'acceptaient pas le recul de Buck et les explications insatisfaisantes de Khrouchtchev. De plus, la brutale intervention du P.C.U.S. dans les affaires du Parti polonais (épreuve de force Gomulka-Khrouchtchev) et de la Hongrie ¹⁷⁵ provoqua de nouveaux débats acerbes : la déstalinisation n'était-elle qu'un rêve ?

Arrivé d'urgence à Montréal, Buck rencontra les dirigeants de la section québécoise du Parti et posa les limites claires et nettes du débat. Ceux qui questionnaient le P.C.U.S. et critiquaient la direction du P.O.P. étaient des éléments anti-Parti, cherchaient à s'emparer de la direction du Parti de la classe ouvrière canadienne, etc. N'en pouvant plus, le leader provincial du P.O.P. Gui Caron démissionna avec cinq autres dirigeants, soit Frank Arnold, Pierre Gélinas, Norman Nerenberg, Harry Gulkin et Ken Perry. Pour Caron, les révélations du XXe Congrès avaient été un véritable choc et seule la perspective, encore réelle au printemps 1956, d'un changement profond dans l'attitude, le style de travail et la démocratie interne du Parti l'avait retenu de remettre sa démission avant octobre 1956. La position irréductible et les attaques virulentes [96] de Buck à son endroit et à l'égard de ceux qui critiquaient la direction centrale eurent raison de lui. Dans une déclaration pathétique, Caron expliqua comment l'idéal d'une démocratie socialiste en U.R.S.S. l'avait soutenu au cours de ses 18 ans de militantisme au Parti, alors que le rapport Khrouchtchev avait révélé « une réalité qui, du point de vue cruauté, est plus apparentée à l'absolutisme médiéval, à la Sainte Inquisition ou à la Gestapo nazie qu'à autre chose ¹⁷⁶ ». Écoeuré par le récit des crimes de Staline, Caron croyait partager une certaine responsabilité pour ses crimes puisqu'il avait, disait-il, contribué à les couvrir. Mais il voulut d'abord transformer le Parti sur les trois points suivants : « D'abord mettre fin à la conception du mouvement communiste mondial monolithique (...) Il faudrait briser une fois pour toutes la servilité idéologique envers le P.C.U.S. qui a caractérisé notre Parti » ; ensuite « rejeter la conception étrangère de la démocratie avec laquelle nous sommes associés aux yeux du peuple canadien », c'est-à-dire la « dictature du prolétariat », et propager plutôt l'idée « d'une Démocratie socialiste fondée sur les traditions parlementaires canadiennes » ; enfin, il fallait, selon Caron, « réviser la conception du rôle d'un Parti marxiste » en rejetant l'idée de vouloir dépasser à tout prix la C.C.F. ¹⁷⁷.

sinks his anchor there immediately springs up a synagogue »), *Kochenblatt*, Toronto, 6 déc. 1956, dans AVAKUMOVIC, op. cit., p. 229.

¹⁷⁵ Le 23 octobre, les chars soviétiques tirent sur les « insurgés » hongrois. Imre Nagy redevient chef du gouvernement. Des conseils ouvriers se forment au cours d'un cessez-le-feu, mais, le 5 novembre, nouvelle intervention soviétique et déportation de Nagy en Roumanie. Les conseils sont dissous, la loi martiale et les soldats russes viendront à bout d'une grève générale du 11 au 18 novembre.

¹⁷⁶ Déclaration de Gui Caron, 19 oct. 1956, 2.

¹⁷⁷ Idem, 3.

Mais les débats stériles de 1956 le convainquirent que le P.O.P. « ne peut pas être transformé en un parti socialiste véritablement démocratique et véritablement canadien ¹⁷⁸ ». De plus, Caron constatait que le P.O.P. était lui-même aux prises avec « le problème du culte du chef national ¹⁷⁹ ». Revenant sur la scission de 1947, il se disait convaincu que la direction, et donc lui-même, avait agi de façon antidémocratique au Congrès lui-même, ce qui avait provoqué la scission dont le Parti ne se releva jamais au Québec finalement. Caron concluait sur « le fait incontestable que le prestige moral et politique de notre Parti au Canada ne cesse de diminuer » et que cela était dû « dans une très grande mesure à nos propres actions » et à « notre servilité conséquente, et parfois ridicule, à l'égard du P.C.U.S. ¹⁸⁰ ». Enfin, il ne voyait pas comment le Parti, « presque complètement exclu des grands courants [97] de la vie politique de notre pays ¹⁸¹ », pouvait avoir de l'avenir au Canada.

Effectivement, le Parti n'était plus que l'ombre de ce qu'il avait été au cours de la guerre. Cette démission surprise et l'intense agitation qui régnait dans les clubs du Parti forcèrent la direction à réunir le Comité national (équivalent du Comité central dans la structure traditionnelle des P.C.) durant 12 jours consécutifs, soit du 28 octobre au 9 novembre 1956 pendant les événements de Pologne et de Hongrie ¹⁸². Au début, le leadership de Buck fut ouvertement remis en question par un groupe de militants qui préconisaient la mise en place d'une direction collégiale, ce qui impliquait une critique de l'exercice du pouvoir de Buck depuis qu'il assumait le poste de leader du Parti. Mais la position rigide du P.C.U.S. en Europe de l'Est découragea les militants et confirma Buck dans son indéfectible attachement à l'U.R.S.S. C'est finalement lui qui ressortit victorieux de cette épreuve de force entre orthodoxes-staliniens et révisionnistes au sein du comité national. L'exécutif au grand complet démissionna, provoquant l'élection des seuls partisans de Buck à la direction des affaires du Parti et le rejet de ceux que Buck appelait les « révisionnistes de droite ». C'est ainsi que des dirigeants aussi connus et expérimentés que Harry Binder, organisateur du P.O.P. au Québec, Steve Endicott, Sam Lipshitz, A.A. MacLeod, J.B. Salsberg et Stewart Smith quittèrent le Parti, complètement écoeurés ¹⁸³. Au Qué-

¹⁷⁸ Idem, 5.

¹⁷⁹ Idem, 6.

¹⁸⁰ Ibidem.

¹⁸¹ Ibidem.

¹⁸² Sur cette réunion du N.C., voir AVAKUMOVIC, op. cit., p. 229.

¹⁸³ Selon la revue *Clarté* de février 1957, AVAKUMOVIC parle de plusieurs centaines de militants de Montréal qui quittèrent le P.O.P. à ce moment-là (op. cit., p. 229).

bec seulement, au moins deux cents militants quittèrent le Parti, pendant que des dizaines d'autres ne participaient plus aux activités de leur club ¹⁸⁴.

Le 6e Congrès du P.O.P. fut retardé jusqu'en avril 1957, la diffusion de *Canadian Tribune*, l'organe central du Parti, chuta à moins de 4 000 exemplaires au pays et, aux élections fédérales de 1957 et 1958, le Parti, complètement désorganisé, ne put présenter que 10 et 18 candidats qui ne recueillirent que 7 760 et 9 869 voix à travers le pays ¹⁸⁵. D'octobre 1956 à avril 1957, la direction québécoise et plusieurs clubs de Montréal tentèrent de renverser la vapeur en critiquant le dogmatisme et le sectarisme de Buck, en revenant même sur l'emploi de mots d'ordre « opportunistes », [98] tels la *Liberal-labor coalition* du temps de guerre, l'élection d'un gouvernement C.C.F. au cours de la campagne électorale de 1948 et le parlementarisme du P.O.P. ¹⁸⁶. L'enjeu du débat dépassait donc les seules retombées du rapport de Khrouchtchev ; c'est toute la ligne politique du P.O.P. depuis la guerre qui fut remise en question, quoique de façon très inégale et sans coordination. En avril, peu avant le Congrès national, la revue *Clarté* publia une analyse d'un club de Montréal qui constatait la profonde démoralisation des membres et le dépérissement de l'organisation du Parti à Montréal. La cause : le dogmatisme de la direction, la croyance aveugle en l'U.R.S.S. comme guide qui entraîna une absence d'analyse des conditions concrètes au Canada et qui a empêché le Parti de maintenir ses positions au cours de la période d'après-guerre ¹⁸⁷. Le document expliquait ainsi la situation : « THERE is no doubt, however, that our tendency to idealize and dogmatize Marxism instead of enriching and extending it by our own actual observations and experiences in the struggle for a socialist Canada, has retarded our development. Our dull and un-imaginative styles of writing and speaking, filled with the jargon of 1848, 1917 and contemporary Soviet verbiage, our cold « political » approach to people, our incessant, almost gloating prophecies of economic disaster, our fear of new ideas, open debates and non-conformist views, and our critical and unquestioning support and admiration for the Soviet Union -these undialectical, un-human and un-Canadian practices have set us apart from and alienated us from our fellow Canadians ¹⁸⁸. » La crise de 1956-1957 acheva de briser le P.O.P., particulièrement au Québec, alors qu'une nouvelle génération de dirigeants quittait un Parti trop identifié au stalinisme, au dogmatisme, et

¹⁸⁴ Selon R. LAUZIER (*Clarté*, oct. 1956), compagnon de Gagnon, seulement 40 pour 100 des membres assistaient aux assemblées de clubs à cette époque-là, tellement grande était la confusion à la base du Parti.

¹⁸⁵ AVAKUMOVIC, op. cit., p. 235.

¹⁸⁶ Texte de John SWITZMAN dans *Clarté*, mars 1957.

¹⁸⁷ « Statement to the National Committee from a Montreal club of the L. P. P. », dans *Clarté*, avril 1957, 6-14.

¹⁸⁸ Idem, 9.

à l'Union soviétique ¹⁸⁹. Huit ans plus tard, en 1965, le Parti reconnut une certaine autonomie organisationnelle à sa section québécoise en formant le Parti communiste du Québec, mais il était trop tard et le Parti ne put exercer un rôle important dans la classe ouvrière québécoise au cours de la « révolution tranquille ».



[99]

Après la guerre, le Parti vécut un temps sur la lancée de ses propres illusions sur la coopération entre les blocs capitaliste et socialiste. Mais au fur et à mesure que la confrontation se développait entre les États-Unis et l'Union soviétique, les communistes changèrent leur appréciation de la situation et radicalisèrent leur position. Ils s'impliquèrent dans de dures grèves, notamment dans celles du textile et des marins en 1946 et de nouveau avec les marins des Grands-Lacs en 1949, et ils participèrent à la campagne contre les projets des Lois 19 et 20 du gouvernement Duplessis. Mais la guerre froide ne laissa aucune chance aux communistes de montrer leur enracinement dans le mouvement ouvrier. Dès septembre 1950, le Congrès des métiers et du travail de Montréal expulsait de ses rangs les délégués suspects de communisme, imitant le geste des grandes centrales syndicales canadiennes et américaines. Nous avons montré que loin de demeurer passif devant la répression, le P.O.P. a bien tenté de montrer que celle-ci était dirigée à la fois contre les communistes et les progressistes dans le mouvement syndical, mais ce fut peine perdue : l'anticommunisme triomphant ne lui permettait même pas d'être entendu. Au Québec, le Parti fut évidemment affaibli par la condamnation de Fred Rose pour espionnage en 1946 et par la scission au Congrès de 1947 qui confirmèrent aux yeux de bien des gens que le P.O.P. n'était rien d'autre que la « cinquième colonne » de l'U.R.S.S. au Canada, pour reprendre l'expression de Gouzenko, tandis que la section québécoise se retrouvait affaiblie du tiers de ses membres, y compris de plusieurs cadres et organisateurs francophones dont le Parti avait tant besoin. Par la suite, la direction de la section québécoise du P.O.P. fut continuellement aux prises avec le groupe des dissidents. Elle cherchait tantôt à en nier l'existence, à en discréditer les chefs ou à l'écraser, ce qui divisait les forces communistes au Québec.

La crise de 1956-1957 occasionnée par les révélations de Khrouchtchev sur Staline fournit une nouvelle occasion aux dissidents qui avaient entre-temps réintégré le Parti démettre leurs critiques concernant l'économisme dans le travail du Parti, les

¹⁸⁹ Gagnon continua sa critique du Parti ouvrier-progressiste en fondant la revue *Débat* qui prolongea *Contribution*. Dans le n° 5 de *Débat* (avril-mai 1957) il s'en prend à la thèse du passage pacifique dans « Sur la transition pacifique au socialisme ». En 1961, il lancera *Tribune populaire* (25 mars 1961, vol. 1, n° 1) qui se veut l'« organe de l'Université ouvrière de Montréal ».

méthodes bureaucratiques de la direction et le suivisme du P.O.P. à [100] l'égard de l'U.R.S.S. Nous avons vu que certaines de ces critiques furent reprises par Gui Caron et d'autres cadres dirigeants du P.O.P. mais que la direction centrale étouffa le débat qui secoua le Parti de fond en comble à l'automne 1956 et à l'hiver 1957. Or cette dernière crise avait comme caractéristique principale qu'elle attaquait ce que les communistes avaient de plus cher au monde depuis la création du P.C.C. : la ferme croyance que se construisait en U.R.S.S. une véritable société nouvelle, socialiste, plus juste et plus humaine, où le simple travailleur - la simple cuisinière, disait Lénine - dirigeait un État nouveau. Les révélations de Khrouchtchev démontraient qu'au contraire la répression, le mensonge et l'arbitraire avaient régné en maître en U.R.S.S. Deux solutions s'offraient alors aux communistes : le choc passé, reprendre espoir en l'U.R.S.S. puisque le fait même que Khrouchtchev ait révélé les crimes du stalinisme semblait démontrer la supériorité du socialisme et démontrait surtout que, si Staline avait perverti le socialisme, le système lui survivrait, d'une part. D'autre part, tenter de pousser au bout de leur logique les critiques de Khrouchtchev contre la dictature de Staline et remettre alors en question le centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, le mythe du « Parti-guide », et ainsi de suite. La plupart de ceux qui choisirent la seconde voie furent progressivement isolés et expulsés du Parti quand ils ne le quittèrent pas d'eux-mêmes. Quelques individus refusèrent toutefois cette logique, croyant que Khrouchtchev était le révisionniste et non Staline et croyant que le P.C. soviétique trahissait la révolution mondiale en adhérant aux thèses sur la « coexistence pacifique ». Ils créèrent le *Progressive Workers Movement* dirigé par Jack Scott qui ne réussit pas à s'imposer comme autre formule de masse au P.C. dans les années soixante mais qui regroupa des éléments qui aujourd'hui adhèrent au mouvement marxiste-léniniste. La scission entre la Chine et l'U.R.S.S. au début des années soixante acheva de diviser les forces communistes au Canada anglais en particulier. Au Québec, la faiblesse chronique du P.O.P. jointe à la division issue du Congrès de 1947 empêchèrent les communistes de jouer un rôle politique dans les débats qui avaient cours entre les tenants de la création d'un Parti de travailleurs et les partisans d'un regroupement [101] des forces démocratiques autour du Parti libéral, dans la lutte pour abattre le régime Duplessis. En somme, le P.O.P. avait perdu toute influence réelle dans le mouvement ouvrier au pays.

Mais comment expliquer pareil échec ? S'agit-il d'abord de l'échec d'une idéologie à s'implanter en un sol particulièrement hostile ? S'agit-il plutôt de l'échec d'un Parti qui ne sut offrir un programme et des structures adéquates au mouvement ouvrier canadien ? Ou de l'échec temporaire d'un Parti dirigé par des « révisionnistes » qui « trahirent » la classe ouvrière et provoquèrent la faillite du P.C., comme le prétendent les « marxistes-léninistes » aujourd'hui ? Nous n'avons pas l'intention ni les moyens actuellement de proposer une réponse ferme et définitive à ce genre de question. Nous allons plutôt chercher à identifier ce qui nous apparaît constituer les

grandes causes objectives et subjectives de la faillite réelle du P.C. à s'imposer comme force importante dans la classe ouvrière canadienne de façon prolongée.

Les causes objectives d'abord. Il n'y a pas eu de situation révolutionnaire au Canada dans les années 1939-1957 malgré les bouleversements que le monde entier a connus au cours de cette période. La bourgeoisie canadienne n'a pas eu besoin de recourir au fascisme pour briser la montée des revendications de la classe ouvrière consécutive à la grande crise comme ce fut le cas en Allemagne par exemple. Elle s'identifia même au combat antifasciste car elle y trouva son avantage et, dans le contexte de l'époque, le P.C. n'eut d'autre choix que de soutenir l'effort de guerre du gouvernement, en accord avec les prescriptions que l'Internationale communiste rendit publiques lors de sa dissolution en mai 1943.

Après la guerre, l'affrontement des deux blocs capitaliste et socialiste à l'échelle mondiale survint avant même que le P.C. ait pu consolider ses acquis de la période antérieure. Le Canada, qui se définissait déjà comme un indéfectible allié de l'impérialisme américain, ne pouvait tolérer l'existence d'un P.C. pro-soviétique au pays. On discuta un temps de son interdiction pure et simple, [102] mais le « nettoyage » dont il fut victime dans le mouvement syndical régla pratiquement la question. Selon Marcel Fournier, il semble que, « aux principales phases de son histoire, le mouvement communiste n'ait pas trouvé réuni au Québec l'ensemble des conditions favorables à son développement. À aucun moment, il n'y a eu en effet correspondance entre les conditions économiques et les conditions politiques et idéologiques d'un tel développement ¹⁹⁰. » La domination idéologique du clergé, le conservatisme des milieux politiques et syndicaux, puis, après la guerre, l'élévation du niveau de vie et de l'accès à la consommation pour de larges fractions de la classe ouvrière constituèrent autant d'obstacles à l'affirmation d'un Parti révolutionnaire au Québec. À l'opposé de la vision « réaliste » de Fournier, les critiques trotskystes et marxistes-léninistes, que Fournier lui-même qualifie d'« idéalistes », accordent la plus large part aux « erreurs » et « trahisons » des dirigeants du P.C. dans l'analyse qu'ils font de son échec. Pour Charles Halary, « l'électisme du recrutement, le laxisme organisationnel avait grandement contribué à la dissolution de la force politique autonome du P.C.C. De plus, les méthodes bureaucratiques de direction de Tim, Buck, principal dirigeant communiste, interdisaient toute discussion aux effets politisants ¹⁹¹. »

Pour le groupe En Lutte, « le Parti communiste du Canada sombra dans le révisionnisme à son tour au cours des années 40. Il se mit à adopter des points de vue réformistes et conciliateurs ; au lieu de préserver l'indépendance politique de la

¹⁹⁰ FOURNIER, op. cit., p. 127.

¹⁹¹ HALARY, « L'influence du marxisme au Québec », dans *Politique Aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, 126. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

classe ouvrière, il l'incita à se mettre à la remorque des politiques des différents Partis bourgeois. Cette liquidation progressive de la lutte de classe du prolétariat aboutit à la liquidation du Parti communiste lui-même et à la création en 1943 du Parti ouvrier-progressiste dont le programme n'était pas révolutionnaire ¹⁹². » D'une part, les conditions objectives n'auraient pas été réunies, ce qui est bien certain mais pas suffisant comme facteur d'explication ; d'autre part, les chefs auraient trahi, abandonné la voie révolutionnaire, mais on ne sait trop pourquoi ni comment un tel phénomène a pu se produire dans [103] des conditions où le seul fait d'appartenir au Parti ne rapportait que des embêtements pour les militants communistes.

Il nous semble qu'une étude en profondeur de la réalité politique canadienne de l'époque, des principes organisationnels des P.C. et de la ligne politique du P.O.P. doit servir de base à toute analyse du P.C. Dans le contexte particulièrement troublé des années de guerre, le P.C. modifia sa tactique en insistant davantage sur un certain nombre de réformes sociales, économiques et politiques et en les présentant comme des étapes dans la lutte pour le socialisme. S'inspirant, tout en le développant, du concept de « démocratie populaire », le Parti chercha à montrer aux travailleurs canadiens que leurs aspirations à la démocratie et aux réformes étaient parfaitement compatibles avec la lutte pour le socialisme et que cet objectif de démocratie populaire constituait justement le moyen de garantir les conquêtes sociales de la classe ouvrière canadienne. Au même moment, la pénétration croissante de l'impérialisme américain au Canada et ses effets sur l'indépendance du pays, l'indépendance des syndicats et l'industrialisation du Canada amenèrent le P.O.P. à développer une ligne politique nationaliste, opposée à cette pénétration américaine, parfaitement conforme à la ligne générale du mouvement communiste international qui voyait alors dans l'impérialisme américain le principal ennemi des peuples du monde.

Réformisme et nationalisme devinrent donc les deux constantes du discours politique du P.O.P. au cours des années d'après-guerre. Mais, en cela, le P.O.P. ne se démarquait plus de la C.C.F. que par un attachement permanent à l'U.R.S.S., attachement devenu suspect aux yeux des travailleurs canadiens en période de guerre froide. Ne réussissant plus à se démarquer de son principal adversaire dans le mouvement ouvrier canadien sur le plan du programme, mais apparaissant toujours comme une secte vouée à la défense de la politique extérieure de l'U.R.S.S., le P.O.P. ne trouvait plus la place qui aurait pu lui revenir sur la scène politique canadienne, encore moins sur la scène politique québécoise. Et ce d'autant moins que les principes organisationnels dont le Parti s'inspirait contribuaient à le maintenir en marge de la [104] vie politique canadienne. Les préceptes léninistes, Parti discipliné, centralisme démocratique, cellules d'entreprises, forme clandestine, fractions syndicales rouges,

¹⁹² « Les leçons de l'action des communistes et du P.C.C. lors de la Seconde guerre mondiale », dans *Unité prolétarienne*, n° 10 (vol. 2, n° 4), avril-mai 1978, 39.

furent-ils « abandonnés » par les communistes canadiens ou révélèrent-ils leur inefficacité dans le contexte d'un pays capitaliste avancé comme le Canada où la tradition démocratique, quoique fortement tronquée par une bourgeoisie qui aimerait bien s'en passer, est bien implantée dans la classe ouvrière, de même que le réformisme ? Telle est bien la question qui reste à approfondir par le mouvement ouvrier canadien.

Robert COMEAU et Bernard DIONNE.

Fin du texte